

Cité

N° 39 - 7 €

Revue de la Nouvelle Citoyenneté



Écologie et politique

SOMMAIRE

N°39 - 3e trimestre 2002- ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N°64853

■ Editorial.....	3
------------------	---

DOSSIER « Écologie et politique »

■ Petit précis d'écologie à l'usage des politiques par François Villemonteix.....	5
■ La terre et ses droits par Dominique Audrerie.....	31
■ Productivisme : la vérité est ailleurs par Philippe Arondel.....	39
■ L'alliance avec la nature par Bertrand Renouvin.....	45

POINTS DE VUE

■ A propos d' <i>Arcadie</i> , de Bertrand de Jouvenel par Jean Sur.....	55
■ Gnose et politique : Eric Voegelin par Philippe Lauria.....	63

MAGAZINE

■ Du terrain par Criton des Alpes.....	71
■ Vers un nouveau roman de la terre : les pionniers corréziens par Jocelyne Buche.....	77

Directeur de la publication : Yvan AUMONT

Rédaction : Luc de Goustine

Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Ont participé à la rédaction de ce numéro : Dominique Audrerie, Jocelyne Buche,
François Villemonteix, Luc de Goustine, Philippe Lauria, Bertrand Renouvin, Jean Sur.

Réalisation technique : Yvan Aumont, Luc de Goustine, Alain-Paul Nicolas.

Comment nous aider ?

- En vous abonnant - si ce n'était déjà fait - ou en vous réabonnant sans tarder si votre abonnement est arrivé à échéance (en ce cas, vous trouverez un avis inséré dans ce numéro).
- En achetant un ou plusieurs exemplaires supplémentaires de ce numéro (au prix spécial de 4,5 €) pour faire connaître *Cité* à vos amis.
- En nous communiquant les noms et adresses de personnes auxquelles nous pourrions envoyer un prospectus de présentation.
- En faisant connaître *Cité* à la bibliothèque de votre ville et en l'incitant à s'y abonner.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

à retourner à « Cité », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
règlement à l'ordre de « Cité »

NOM/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

■ **souscrit un abonnement**

- ☐ Un an (4 numéros) Normal : 24 €
- ☐ Un an (4 numéros) Double
(2 ex. à chaque parution) : ... 40 €
- ☐ Un an (4 numéros) Soutien : 50 €
- ☐ Un an (4 numéros) Tarif pour l'étranger : 27 €
- ☐ Deux ans (8 numéros) Normal : 45 €
- ☐ Bibliothèques ou collectivités (4 numéros) 31 €

■ **commande les numéros** suivants (tous les numéros à 7 €)

.....
.....

Editorial

Le destin politique des « Verts » - déconfit aux dernières élections française, victorieux en Allemagne - se confond de moins en moins avec la défense de l'environnement. En effet, l'écologie entrée en politique voilà 20 ans n'est qu'une vague parente de la discipline scientifique dont elle se réclame. et le souci environnemental s'est avéré si lancinant qu'il a pris place, sinon en acte, du moins dans l'argumentaire de tous les partis de gouvernement.

Un humoristique renversement est observable en France. La Gauche a cru qu'il suffisait d'offrir à ses alliés écologistes l'abandon symbolique de Super-Phénix pour être quitte de toute politique volontaire au plan national. Tandis que la Droite s'est dotée d'un Président introuvable, qui, soutenant chez lui les lobbies les plus négligents, dresse devant les aréopages internationaux de fougueux réquisitoires contre les méfaits causés à la planète. « Agir local, penser global ». Le slogan schizoïde proposé par ATTAC est exaucé au delà de toute attente : action et pensée divergeantes ne se croisent plus que sur le tarmac des aéroports...

Reste l'urgence d'observer, comprendre, et pallier quand il est temps, les graves dérèglements de nos rapports à l'environnement local et planétaire. Urgence ressentie avec angoisse par les populations, enclines à attribuer à ces troubles tout incident climatique, voire les désastres humains ou sociaux qui paraissent sourdre d'une pathologie météorologique profonde. Sans mépriser cette intuition, qui fut souvent dans l'histoire la prophétie des pauvres, il est possible et utile de « raison garder ».

D'abord en consultant les spécialistes de l'écologie – rebaptisés « écologues » pour ne pas être engloutis dans le vert phantasme. Apprendre d'eux le B A BA des rapports de l'homme à l'écosystème en tachant de distinguer les phénomènes « naturels » de ceux qui justifient d'une analyse économique et d'un traitement politique. Le *Petit Précis d'Ecologie* de François Villemonteix est à mettre à la portée de tous, y compris des intellectuels qu'il somme d'oser à nouveau inventer des critères d'évaluation des acquis de la science. Leur démission a ouvert le champ aux dérives passionnelles (effet « Flipper ») ou à la manipulation (CFC !). Même en « phase terminale », selon Régis Debray, les hommes de pensée pourraient avoir le beau geste de ressaisir l'initiative.

En attendant, la critique s'impose des « dérives d'un capitalisme de plus en plus financiarisé, globalisé, qui pousse à la marchandisation de tous les espaces » au service d'un productivisme aveugle et totalitaire. A contrario, Philippe Arondel porte le fer dans la plaie de l'anti-progressisme pastoraliste qui n'a finalement qu'un effet : cosmétiser l'image de l'ultra-libéralisme sous le masque du « développement durable » en légitimant la dictature marchande sur l'univers social.

Bertrand de Jouvenel fut en quelque sorte l'inventeur du concept d'écologie politique. Pouvait-il entrevoir à quel point l'environnement serait instrumentalisé, réduit à un paramètre ajustable de la gestion technocratique ? L'élégant procédé tenté par Jean Sur au rêve d'Arcadie révèle que : « la question de la nature pose à l'homme la question de sa propre nature ».

Il faut ainsi remonter plus profond que l'immédiate fonctionnalité économique-politique. Ce monde nous est *donné* – juifs, chrétiens, musulmans et bien d'autres pensent même qu'il porte le sceau divin. Ce lien à la transcendance n'est pas sans effet : il génère la nécessité d'un droit de l'environnement supérieur aux morales éphémères, et pose l'exigence que ce droit, comme le souhaite Dominique Audreie, imprègne le droit économique, urbanistique, social, etc. pour y ajouter sa dimension.

Dimension sur laquelle l'univers biblique apporte un éclairage proprement révolutionnaire : l'alliance avec la nature, que Bertrand Renouvin la déchiffre dans l'ouvrage de Catherine Challier, implique entre les deux partenaires plus qu'une possession ou une co-existence – un mariage consacré par le Verbe, le don du Nom... L'homme, co-signataire de la Création est invité à faire un usage à la fois créatif et mesuré – « sabbatique » – du monde environnant. Ni divinisation, ni exploitation usuraire, l'économie sabbatique marque l'arrêt, le moment de respect de celui qui va prendre le don, le contraire du viol et de la rapine, et s'étend jusqu'aux moindres aspects du monde, plantes et animaux qui participent à leur niveau au Chant du créé.¹

Réflexion à mettre en perspective avec celle de Philippe Lauria sur la « nouvelle gnose » qui, selon Voegelin, anime la politique moderniste : répudiant la « différenciation chrétienne », la société se serait « redivinisée », autonomisée en vue d'un âge ultime, eschatologique, d'une Arcadie titanique. A quoi s'oppose encore la doxa judéo-chrétienne du salut fondée sur l'humilité *adamique*, l'homme-limon auquel Dieu insufflé l'Esprit.²

■ 1 On lira avec profit les ouvrages que Jean Bastaire, connu pour son œuvre sur Charles Péguy, consacre à sa réflexion théologique et mystique sur l'écologie chrétienne : *Le Salut de la Création*, chez DDB, *Le Chant des créatures*, au Cerf, et tout récemment, la *Lettre à François d'Assise sur la fraternité cosmique* qu'il cosigne avec sa femme défunte, chez Parole et Silence, 140 p..

■ 2 A noter la « Déclaration de Venise », faite le 10 juin dernier par le pape Jean-Paul II et le patriarche Bartholomaios en faveur de la sauvegarde de la Création, où sont énumérés six « buts éthiques » correspondant aux « incroyables pouvoirs de guérison du monde de Dieu » (cf. *France Catholique* n°2841 du 28 juin 2002).

Luc de Goustine

PETIT PRÉCIS D'ÉCOLOGIE à l'usage des politiques

François Villemonais
est écologue, en mission en
Amérique latine.

Depuis que les scientifiques se sont vus confisquer leur discipline, au point de devoir changer de nom et, d'écologistes, s'appeler maintenant écologues, il devient difficile de démêler en écologie le vrai du faux, le scientifique du phantasme, l'analyse de l'incantation. Car l'écologie, comme la psychanalyse, est victime de son succès, et de la même façon que tout le monde parle à tort et à travers de paranoïa, de névroses, ou autres Œdipe, on entend circuler des définitions proprement effarantes de l'écosystème, de la biodiversité, du changement global. Il semble donc utile, dans un numéro qui va traiter des interactions entre écologie et politique, de rappeler certaines définitions et de décrire certains mécanismes et phénomènes clés, au moins dans ce qu'ils présentent d'important pour une analyse politique. Afin de ne pas infliger au lecteur une potion par trop abondante et indigeste, nous avons choisi la méthode du précis alphabétique : à chacun de piocher dedans ce qui l'intéresse. Enfin le choix de ce qui paraît essentiel dépendant de l'auteur de ces lignes (« écologue » de profession), c'est à lui qu'il conviendra de faire toute remarques, récriminations ou autres réclamations.

A **Anthropisation**

Et puisqu'il faut commencer par la lettre A, autant que ce soit par un barbarisme qui démontre bien comme est sérieuse l'écologie, puisqu'elle crée des termes aussi laids. On entend par anthropisation toute transformation d'un écosystème du fait de l'homme. Il faut rappeler que l'espèce humaine est celle qui a, dans notre ère moderne, le poids le plus fort sur l'environnement, et qu'il n'existe plus un lieu de la planète qui soit encore « sauvage ». Mais l'anthropisation s'est réalisée de plusieurs manières, suivant les époques, les civilisations et les lieux. On peut distinguer trois voies d'anthropisation :

L'anthropisation « naturelle », fort rare, que l'on peut citer pour mémoire, dans laquelle l'homme s'est conçu comme un membre de son milieu, et non pas comme un propriétaire, et où son intervention est marginale. On

pourrait croire qu'il s'agit de la façon ancienne d'occupation du milieu, du temps où l'humanité n'avait pas « les moyens » de peser sur son entourage : rien n'est plus faux. Dès son apparition sur terre l'homme a été en mesure de transformer durablement son environnement, et certains cas historiques d'occupation de terres vierges par des groupes humains guère plus équipés que les hommes préhistoriques, ont montré que la simple introduction d'un groupe pouvait transformer complètement le milieu. L'un des exemples les plus frappants concerne l'arrivée des polynésiens en Nouvelle Zélande : peu de temps après leur colonisation, cette terre, qui avait développé un écosystème unique, dominé par les oiseaux (dont de nombreuses espèces inaptées au vol), a vu disparaître l'essentiel de sa faune endémique. En réalité l'anthropisation naturelle ne se fait que lorsque les actions sur la nature sont étroitement limitées et canalisées par des tabous et des interdits religieux. Les seuls exemples actuels d'anthropisation naturelle se trouvent probablement dans les milieux forestiers équatoriaux (Amazonie), et naguère en Australie.

L'anthropisation « lente », dans laquelle l'homme a fait évoluer son milieu pour son « confort » personnel, par une évolution dirigée dans la durée. Il y a eu adaptation du milieu à l'homme, mais aussi, nécessairement adaptation de l'homme au milieu où il vit. Le critère le plus évident de ce cas réside dans l'existence d'espèces domestiques, animales ou végétales : combien de millénaires pour faire un bœuf ou un germe de blé qui convienne et qui soit adapté aux besoins de l'homme ? Citons Péguy : « *Deux mille ans de labeur ont fait de cette terre / un réservoir sans fin pour les âges nouveaux* ». Cette évolution est celle qui a façonné la planète dans toutes les zones où l'homme est d'ancienne installation (on estime que les débuts de l'élevage et de l'agriculture remontent à environ dix mille ans). Et tout particulièrement en Europe, dont les écosystèmes dans leur ensemble sont si étroitement unis à l'humanité qu'il est complètement illusoire de vouloir imaginer une Europe sans hommes. C'est ce que l'on appelle de nos jours le « paysage » : nous pouvons donner l'exemple des talus bretons, qui ont si profondément marqué le milieu que la destruction de ces artefacts a réellement produit une perturbation majeure du milieu. L'écosystème de notre pays serait complètement bouleversé si, pour une raison ou pour une autre, l'action permanente de l'homme en était soudain retirée. La caractéristique essentielle de cette anthropisation lente est qu'elle s'est faite sans trop de heurts, par petites touches prudentes, et que le milieu ainsi transformé, s'il n'a plus grand chose à voir avec l'écosystème tempéré originel, a gardé toutes ses capacités d'adaptation et de réaction. Ceci en tout cas jusqu'à un certain niveau d'occupation : lorsqu'une population (animale ou humaine) augmente brusquement de façon exponentielle, quelle que

soit la façon dont elle traite le milieu, elle le dégradera rapidement. Si l'on se plaint souvent des effets pervers de l'utilisation du pétrole et de ses dérivés, il ne faut pas pour autant oublier que c'est grâce à son utilisation que nos pays se sont reboisés : prenez n'importe quelle vieille carte postale montrant un paysage français, et comparez la couverture végétale d'un lieu aujourd'hui et au siècle dernier, vous verrez que la forêt a partout reconquis une part non négligeable de territoire, tout simplement parce que la population rurale a fortement diminué, et que l'on n'utilise plus le bois comme source principale d'énergie. L'inverse exact se rencontre dans les pays du Sahel, où le bois reste la source traditionnelle d'énergie, et où les couverts forestiers se sont fortement réduits en un siècle.

L'anthropisation prédatrice. Il s'agit là d'une forme d'occupation beaucoup plus récente, même si on peut retrouver dans la préhistoire des traces éparses de tels comportements. Ici, le milieu n'est plus considéré comme un patrimoine, un environnement où vivre, mais comme une ressource à exploiter dans un but financier : le milieu sert alors à « faire de l'argent ». Dans ces conditions, la survie de l'écosystème après la « prédation » importe peu, puisque l'objectif n'est pas une mise en valeur permanente, mais une extraction dans les délais les plus brefs des richesses présentes dans le milieu. Une fois ceci fait, le milieu est abandonné à lui-même, souvent dans des conditions qui ne permettent plus ni une récupération des conditions antérieures, ni une survie sous une forme différente mais viable. Cette forme d'exploitation de la nature a pris toute son ampleur avec la révolution industrielle, d'abord dans les terres lointaines et vierges (ou vides) : l'Amérique, peu peuplée et/ou vidée de ses habitants dans pratiquement l'ensemble du continent après l'arrivée des Européens, a été le laboratoire de cette forme d'occupation. L'Australie, plus tard, a subi la même histoire. Puis cette exploitation prédatrice du milieu s'est étendue à toutes les anciennes terres, et elle a accompagné la vague colonisatrice des pays européens en Afrique et en Asie du Sud-est, où l'occupant originel n'a pas pu défendre son bien contre la volonté prédatrice. Enfin le système s'est étendu à l'ensemble de la planète, et de nos jours les terres d'anthropisation lente sont aussi le siège d'anthropisation prédatrice. C'est cette forme qui est vécue comme « pollution » par les peuples d'ancienne résidence. Et lorsqu'un Européen parle de destruction du milieu naturel, il ne peut que faire référence à ce passage d'un milieu anthropisé viable à un milieu exploité à court terme. Vouloir une nature « naturelle », dans le sens de vierge de toute influence humaine, n'a, à l'heure actuelle, proprement aucun sens. Vouloir que les milieux ayant lentement co-évolué avec l'homme restent en l'état, en un.

B BIODIVERSITÉ

C'est peut-être le terme le plus sensible de nos jours, car il fait l'objet d'un combat acharné entre les défenseurs du milieu et les « exploitations prédatrices ». La biodiversité, c'est la richesse en espèces, végétales et animales, dont dispose la planète. Nous n'entrerons pas dans les détails et les querelles d'experts sur la définition de ce concept, on peut en trouver une description très précise dans de nombreux ouvrages¹. Mais un point doit être tout de suite précisé : il s'agit de ce que l'on peut appeler une « ressource non renouvelable », car une espèce vivante représente le fruit d'une évolution lente, répartie sur plusieurs millions d'années ; elle a en général une durée de vie variant entre un et dix millions d'années, période durant laquelle elle aura à son tour contribué à faire apparaître de nouvelles espèces, par une évolution très progressive d'un type à un autre. Les durées de création des espèces sont si lentes, que l'on peut considérer que l'homme est inclus dans un milieu dans lequel il n'en verra pas naître de nouvelles avant de s'éteindre lui-même. Donc toute disparition d'espèce correspond à un appauvrissement de la vie sur terre. Voilà qui est fort triste, me direz-vous, mais des espèces vivantes il n'y en a jamais eu autant sur terre que dans notre ère (on estime entre 5 et 50 millions le nombre d'espèces vivantes), et si l'homme a survécu à la disparition des grands mammifères de l'ère glaciaire (disparition à laquelle il aurait d'ailleurs prêté la main), il survivra aussi très bien à la disparition possible des baleines, du grand Panda, du myosotis du Caucase et de quelques millions d'espèces d'asticot, d'insectes, d'algues et autres micro-organismes. Certes, mais en fait là n'est pas vraiment le problème de la biodiversité et de l'importance de sa sauvegarde. Les écologues donnent d'ailleurs en général trois types de raisons pour justifier une protection jalouse de la biodiversité : la « mauvaise », la « bonne » et la « vraie »².

La mauvaise : elle consiste à vouloir, petit malin, jouer le jeu de l'exploitation économique. On va donc donner comme argument principal que nombre d'espèces ont une « valeur marchande » dans la mesure où elles peuvent rapporter de l'argent. C'est un truisme, tant pour ce qui concerne l'alimentation que pour l'utilisation de matériau vivant, etc. Mais on en a fait une série d'arguments universels, dont le plus ressassé est celui de l'intérêt pharmaceutique des espèces des milieux tropicaux. Qui n'a pas lu ou entendu au moins une fois le plaidoyer selon lequel on est peut-être en train de faire disparaître de la planète la plante ou la bestiole qui produit naturellement des substances qui pourraient guérir du cancer ou du Sida ? Certains sont même allés plus loin en évaluant les gains comparés d'un hectare de forêt équatoriale exploitée comme elle l'est à l'heure actuelle, en abattant et brûlant toute la végétation pour ne garder que les quelques

■ 1. par exemple *Biodiversité*, de Christian Lévêque, en collection « Que sais-je ? ».

■ 2. Je ne saurais trop recommander la lecture de *La sixième extinction*, de Leakey et Lewin, coll. Champ, Flammarion, qui décrit dans un langage très simple et agréable toutes ces questions compliquées.

essences forestières qui ont de la valeur en menuiserie, avec les gains qu'une exploitation de type agricole de l'ensemble de cet hectare, avec ses milliers d'espèces, pourraient produire. Et il est vrai que ces arguments sont justes et forts, et qu'un bilan comptable pencherait pour une sauvegarde de la richesse de la nature. Pourquoi une mauvaise raison dans ces conditions ? Parce qu'elle admet justement que l'on puisse évaluer un milieu naturel dans son ensemble en terme de bilan comptable, et que si l'on arrive à la conclusion que cela rapporte des dollars de sauvegarder un milieu, on le fera. Contrepartie de ceci : on admet aussi que si le bilan est négatif, il devient inutile de dépenser des sous pour sauvegarder quelque chose qui n'a pas de valeur économique. Autrement dit : toute espèce « non économiquement rentable » n'a plus de raison d'être sauvegardée. On voit tout le danger d'une telle approche, qui installe la biodiversité dans un système de valeurs qui lui est étranger. C'est, dans le domaine de l'écologie, le même genre d'argument que celui utilisé pour signaler que l'enseignement est un « investissement » pour l'amélioration – et donc la rentabilisation – des « ressources humaines »...

La bonne. Elle consiste à rappeler que le milieu est un tout, et que la protection de la biodiversité est la meilleure façon de protéger l'environnement entier. Car il est vrai qu'un écosystème n'est pas la simple addition des parties, mais qu'il forme justement un « système » d'où émergent des caractéristiques que l'on ne trouve parfois dans aucune de ses composantes. Il faut rappeler aussi que nos connaissances sont encore balbutiantes, et que bien souvent on ignore complètement ce qui peut se passer dans un écosystème si l'on en retire un nombre donné d'espèces : va-t-il survivre, va-t-il se transformer, va-t-il élaborer des mécanismes compensatoires ? Force est de reconnaître qu'on n'en sait trop rien, mais que plusieurs exemples ont montré que souvent un changement de ce milieu, par introduction d'une espèce (le plus souvent) ou élimination d'une autre, ont abouti à des catastrophes : qui n'a pas entendu parler des invasions féroces de mammifères en Australie, et des dégâts qu'elles ont causés, tant au milieu naturel qu'à celui que l'homme avait voulu introduire à sa place ? Ou de l'invasion de la jacinthe d'eau dans toutes les lagunes d'Afrique de l'Ouest, où elle paralyse et étouffe le milieu naturel ? Les exemples abondent, mais il n'est encore guère possible de prévoir avec certitude l'évolution d'un écosystème appauvri, même si toutes les observations vont dans le même sens : un système appauvri est un système fragilisé. C'est donc une bonne raison, en tout cas une vraie raison écologique. Mais elle a contre elle que l'homme est probablement une des rares espèces qui soit justement capable de survivre dans un milieu très perturbé : depuis qu'elle s'est « sortie d'affaire » après des débuts probablement difficiles, l'espèce humaine s'est répandue dans tous les milieux, et a survécu à tous les bouleversements climatiques.

La vraie. Elle touche non plus seulement au milieu seul, mais aux connexions qui existent entre l'homme et l'environnement. L'être humain, issu de la nature et partie prenante d'un écosystème quaternaire, est inclus dans le milieu et a besoin de la diversité de la vie. « L'esprit de l'Homo sapiens est le fruit d'une longue évolution. Il aime la diversité du vivant, et elle lui est psychologiquement nécessaire. En appauvrissement la biodiversité, on amoindrit une composante fondamentale de l'être humain »³. D'une certaine façon, toute destruction du milieu par l'homme est aussi en partie une destruction de l'homme. Il ne faut surtout pas faire de sentimentalisme et sombrer dans « l'effet Flipper », qui en général biaise tellement la réflexion que les actions prises sont pires que les problèmes rencontrés ; mais il n'en est pas moins certain que toute décision politique doit être prise avec, en toile de fond, cette caractéristique essentielle de l'homme : produit de la nature, il en fait partie quelle que soit sa modernité, et l'en séparer de façon trop entière apporte nécessairement des troubles sociaux ou individuels.

Enfin un chiffre pour réfléchir : on estime que, si la façon dont est exploitée la planète se poursuit inchangée, la moitié des espèces qui peuplent aujourd'hui la planète auront disparu dans vingt ans...

BILAN ÉNERGETIQUE

Tout système écologique est le résultat de la dégradation de l'énergie. Sans retourner à l'école pour remettre en tête les lois de l'entropie, il faut rappeler que la vie est une forme de dégradation biochimique de l'énergie solaire via des cycles complexes (photosynthèse, cycle du carbone, etc.), et finalement de passage d'un état haut à un état bas, ou pour faire simple, du chaud au froid. Le bilan consiste donc à mesurer l'énergie qui est entrée dans un système et celle qui en est sortie. Cette énergie peut prendre des formes très variées, chaleur, lumière, mouvement, ou molécules complexes (« Que d'énergie dans le sucre ? »). Quelle importance en « écologie politique » ? C'est qu'en modifiant un écosystème, ou en le perturbant, on peut aboutir à des modifications du bilan énergétique, et donc à des changements dans les retombées du fonctionnement de ces systèmes. On en a beaucoup parlé à propos des « pièges à carbone » que constitueraient les forêts américaines, et naguère au sujet de la forêt amazonienne, « poumon de la planète ».

Trions le vrai du faux. En ce qui concerne l'aspect « pulmonaire » de la forêt amazonienne, il s'est toujours agi d'une espèce de bobard, car le bilan énergétique de cet écosystème est nul : l'Amazone consomme autant (et peut-être plus) d'oxygène qu'elle n'en produit. En revanche au niveau du bilan hydrique, le problème est plus sérieux : la forêt en général est un

■ 3. Leakey et Lewin, op. cit.

grand « vaporisateur », qui remet en circulation dans l'atmosphère l'eau extraite du sol. Retirer la forêt, c'est donc réduire fortement l'hygrométrie d'un milieu : autrement dit, si l'on supprime une forêt (et en particulier une forêt tropicale), on produit du désert. Quant au bilan du carbone, on en a beaucoup parlé puisque c'est essentiellement le gaz carbonique qui produit l'effet de serre responsable du réchauffement de la planète : le rôle de la forêt ici est beaucoup moins clair. A peu près nul pour la forêt tropicale et équatoriale, l'effet « puits à carbone » des forêts tempérées et froides est plus important, du fait que ces forêts produisent des déchets végétaux carbonés (feuilles, sous-bois etc.) qui ne sont pas complètement dégradés, et aboutissent au piégeage de ce carbone dans l'humus et la tourbe.

Enfin il ne faut pas oublier le paradoxe de l'agriculture moderne. La production agricole a été une façon de dévier le bilan énergétique d'un milieu au profit de l'homme : les aliments sont en effet une forme biochimique de stockage de l'énergie solaire utilisable par l'homme. Or ce bilan a été bouleversé par les méthodes agro-industrielles modernes et à l'heure actuelle une calorie-aliment nécessite pour sa production plus d'une calorie-énergie, en plus de l'énergie solaire gratuite : engrais, insecticides, transports, machinerie agricole, emballages, tout ceci consomme de l'énergie. Un effet induit est que l'humanité est actuellement absolument tributaire pour son alimentation des énergie non-solaires (fossiles et nucléaires).

C CHAOS

Théorie mathématique qui a permis de mieux comprendre l'aspect souvent imprévisible des évolutions des milieux naturels. Le chaos déterministe (de son nom complet) est une théorie selon laquelle apparaissent soudain des bouleversements déterminés mais imprévisibles du fait que ces changements dépendent de conditions initiales très précises que l'on est incapable de mesurer de façon exhaustive. C'est de cette théorie qu'est sortie la fameuse image du coup d'aile d'un papillon dans un coin du monde, capable d'être responsable d'un cyclone dans un autre : comme on ne peut mesurer l'ensemble des battements d'ailes des insectes de la planète, on n'est pas en mesure de savoir s'ils ont ou pas un rôle à jouer dans la circulation atmosphérique. Plus précisément, cet exemple veut dire que les conditions initiales doivent être connues de façon exhaustive si l'on veut prévoir de déroulement d'un phénomène, chose que l'on est encore absolument incapable de faire. Quel intérêt dans une réflexion sur écologie et politique ? Celui de rappeler avec insistance que les simulations et modèles que l'on construit seront toujours entachés d'une incertitude : on ne peut évidemment entrer tous les paramètres de la nature dans un modèle, et l'on ne peut qu'espérer que ceux que l'on utilise représentent l'essentiel des mécanismes responsables du

phénomène que l'on étudie. Mais le risque d'un désaccord complet entre prévision et faits reste toujours réel. Aucune prévision actuelle ne peut être donnée à 100% de précision. D'où l'émergence du principe de précaution.

CULTURE BIO

L'existence revendiquée d'une agriculture biologique à côté de l'agro-industrie, dans laquelle le cultivateur s'interdit l'emploi de tout produit industriel, date du début de ce que l'on appelle l'agro-industrie. Auto-limitée par vocation et fortement teintée d'idéologie jusqu'aux années 90, elle a pris une ampleur nouvelle du fait des dégâts que l'agro-industrie est en train de provoquer depuis qu'elle a dû se conformer aux normes économiques (le libéralisme dans les pays occidentaux) ou politiques (les plans dans les anciens pays communistes). Une petite analyse de la culture bio s'impose, car elle présente avantages et inconvénients.

Avantages : en principe le refus de la productivité à tout va permet une très grande liberté de choix, tant des espèces élevées ou cultivées que des terrains exploités : la culture bio, outre qu'elle maintient en vie des souches, des races et des variétés animales et végétales que l'agro-industrie ne peut se permettre d'utiliser (pas rentables), offre une grande diversité de produits et de modes de production, donc est un réel espace de libertés. Elle respecte l'environnement, contamine infiniment moins le milieu que sa consœur, et même le remet souvent en état. Ses productions, quand elles n'ont pas été en contact avec les produits industriels, sont plus saines, ou en tout cas moins susceptible de transporter les germes que l'on sait. Elle permet de maintenir des activités dans les régions les plus reculées, qui auraient été abandonnées depuis longtemps sans elle : elle assume pratiquement seule la vocation « paysagère » de l'agriculture.

Inconvénients : en premier lieu elle repose sur une idée fausse. Dans nos pays industrialisés il n'y a plus de culture réellement indemne de toute contamination industrielle. Tant la terre que l'eau ou l'atmosphère sont imprégnées des produits de l'industrie, et les épandages dans un champ ont tôt fait de se répartir sur l'ensemble de la région. Le deuxième point est qu'elle est et restera une agriculture de luxe. Si le cultivateur veut maintenir à la fois un niveau de vie correct et des rendements faibles, il lui faut bien évidemment répercuter le coût de son travail sur ses produits. En aucun cas la culture bio ne peut être considérée comme une alternative à l'agro-industrie pour satisfaire les besoins de l'humanité. Enfin elle est souvent de contrôle plus difficile que les grandes exploitations, et si l'on peut supposer, sur la bonne foi du cultivateur, que l'introduction de produits industriels est réduite au maximum, cela n'empêche en rien sa production d'être à la merci des germes naturels que l'homme a toujours côtoyés : la qualité

phytosanitaire des produits bio est sûrement moins facile à garantir que dans des grandes exploitations.

En bilan, il s'agit d'une composante essentielle de l'agriculture de nos pays, mais il ne s'agira jamais que d'une composante.

D DEONTOLOGIE

Pourquoi un tel mot dans un précis d'écologie ? C'est que pour l'essentiel les relations entre l'homme et le milieu ne sont pas des relations simples, et certainement pas limitées à une simple quantification. Pour nombre d'activités de l'homme dans et sur son milieu, d'autres types d'analyses que celle de bilans financiers ou énergétiques sont à prendre en compte, et des règles sont à définir, pour la société en général, et pour les experts en particulier. Car les problèmes liés à l'environnement sont complexes et requièrent des travaux d'experts. C'est donc la recherche scientifique qui est sommée de répondre aux légitimes questions des citoyens et des gouvernements, et qui doit leur fournir des éléments permettant les prises de décision. Dans la mesure où une société confie à une poignée d'individus des études qui ont une incidence forte sur son évolution, ces individus doivent (et demandent à) être très étroitement guidés par un code déontologique précis. Force est de reconnaître que ce n'est pas le cas, ce qui peut expliquer parfois les excès de langage et les erreurs de choix.

On peut par exemple se poser la question du droit (ne parlons même pas du devoir) de la recherche à faire d'elle-même ou à se laisser imposer par d'autres de la rétention de résultat, comme la « gestion des risques » semble le lui permettre, voire le lui imposer de plus en plus souvent. Un seul exemple : rappelons comment les résultats de la recherche sur la vache folle en Grande-Bretagne ont été retenus ou étouffés pour ne pas affoler les consommateurs et surtout ne pas gêner les affaires. On se trouve devant un double risque : que le chercheur se voie bâillonner pour le bien de l'État, ou qu'il prenne le pouvoir technologique, puisque « c'est lui qui sait ». Les deux cas, également inacceptables, sont souvent les seules options faute de réflexion déontologique. Or dans nos sociétés modernes la recherche publique est financée par le citoyen et c'est en principe à lui (donc à l'État) de décider de ce qui est bon ou pas pour la société, et certainement pas au chercheur *es qualités*. Il y aurait dans le cas contraire (décision par le chercheur) un risque de voir se développer une sorte d'aristocratie (technocratie ?) du savoir qui déciderait pour la société de ce qui lui convient, et cette prise de pouvoir est tout à fait inacceptable. Que la recherche informe des risques, c'est son travail. Qu'elle décide pour le citoyen, ce ne l'est pas. Le principe de précaution est un principe politique, pas scientifique, et le transférer au chercheur serait lui faire outrepasser ses responsabilités.

Puisque nous en parlons, on ne peut manquer à ce sujet de se poser la question des contradictions évidentes dans les missions données à la recherche. L'objectif principal de la recherche publique, qui a été clairement défini depuis plus de dix ans, est de produire de l'innovation. Que ce point soit discutable, c'est possible, mais dans l'état actuel des choses, c'est un choix de société et un fait. Les remarques récurrentes des autorités de l'État sur la faiblesse numérique des dépôts de brevets par la recherche publique, les regrets sur la trop petite proportion de chercheurs qui montent leurs propres sociétés industrielles pour exploiter leurs découvertes, montrent bien que c'est cette direction qu'a voulu l'État pour les recherches à entreprendre. Or l'innovation est principalement technologique, et donc a pour effet essentiel d'agir sur le milieu, quel qu'il soit (humain, social, écologique, etc.), et ceci dans pratiquement tous les domaines. Si l'on réclame aussi au chercheur d'être – non pas l'évaluateur, ce qu'il est le mieux placé pour faire – mais le juge de l'utilité ou non de son travail, et donc si on lui donne la responsabilité de décider s'il faut ou non mettre dans le domaine public un « produit » risquant de perturber le milieu, on le met en situation de paralysie complète. Il semble complètement impossible de marier dans une seule activité le principe de précaution et le principe de compétitivité. L'équilibre entre ces deux principes, s'il existe, doit être trouvé et défini par le politique.

L'absence dans la société de réflexion et d'établissement de règles claires est d'ailleurs certainement en liaison avec la doctrine néo-libérale : tout système « déréglementé » est un système que l'on peut faire dériver vers le profit. Voici un petit exemple de telle dérive, qui, parti de l'idée (louable) d'interdire certaines méthodes de pêche au thon dangereuses pour des espèces en danger, ont abouti à des confiscations de pans entiers d'activités professionnelles. La méthode de pêche incriminée est la « palangre flottante ». Cet engin est une immense ligne horizontale soutenue par des flotteurs et immergée à une centaine de mètres de profondeur, sur plusieurs centaines de kilomètres, qui pêche les gros thons dans la zone océanique. Mais elle est évidemment aveugle et peut capturer d'autres espèces fragiles, comme les tortues, les requins, les oiseaux de mer, et certains poissons plus rares comme espadons et voiliers. Il existe donc potentiellement un risque écologique, comme dans toute exploitation du milieu. Sur cet engin s'est donc construite la stratégie suivante :

L'aspect « responsable » de la pêcherie à la palangre a été élaboré aux États-Unis par les mouvements de protection de la nature avec les producteurs industriels et les associations de pêche sportive. Il a pour objectif avoué de réduire, voire d'interdire l'emploi de tout engin de pêche susceptible d'avoir une incidence sur la survie des populations animales « sensibles ».

Ces populations sensibles sont définies sur un jeu de critères très différents les uns des autres. D'une part des critères scientifiques : nombre d'individus définissant une espèce en voie de disparition, fragilité, vulnérabilité, etc ; d'autre part des critères « affectifs » que les halieutes ont plaisamment décrit sous le terme « effet Flipper » : on s'inquiète plus pour un mammifère ou un reptile en danger que pour un ver de terre ou un poisson dans le même état. Enfin des critères « ludiques » ou économiques extérieurs : c'est le poids du lobby de la pêche sportive aux USA. Dans ces conditions l'aspect strictement scientifique est parfois passé sous silence, et les règles déontologiques sont biaisées d'autant.

Les questions sont souvent complexes : on ne sait pas, par exemple, si la tortue de mer est plutôt en danger du fait des captures accessoires par la palangre tropicale ou de l'utilisation des sites de ponte par d'autres secteurs d'activité (tourisme, agro-industrie, urbanisation, industries etc.). Il est très probable aussi que le dégazage sauvage par les pétroliers soit infiniment plus nocif pour les animaux vivant à l'interface mer-atmosphère (reptiles, mammifères, oiseaux) que la palangre. Le principe de précaution s'appliquant, il est décidé d'interdire la palangre : on ignore si le même principe s'applique à tous les secteurs à risques pour l'espèce, ce qui devrait être évidemment indispensable.

Or cette palangre est de tous les autres points de vue un « bon » engin de pêche : il capture essentiellement des thons adultes, au contraire des pêcheries industrielles internationales concurrentes (sennes tournantes) qui capturent aussi des juvéniles ; il peut être mis en œuvre sans investissement démesuré, donc à la fois sans affecter l'écosystème côtier par des infrastructures lourdes et sans requérir de construire ou d'appeler des sociétés internationales ou étrangères puissantes ; il peut être déployé par les pays en développement dans leurs eaux avec leurs ressortissants ; il aide à l'autosuffisance alimentaire et apporte des emplois et des ressources supplémentaires à ces pays, etc.

On arrive alors à ce paradoxe, que l'interdiction de la palangre mise en œuvre « par précaution » dans une conception écologique de pays industrialisé, aboutit principalement à la confiscation de la pêche thonière par le même pays industrialisé, au détriment à la fois des pays en développement et des stocks de thons, dont les juvéniles sont les plus exploités par les pêches industrielles.

Qu'une application du principe de précaution à l'initiative des pays développés aboutisse à l'élimination d'un « concurrent » de ces mêmes pays, sans qu'il soit certain que cela ait un résultat quelconque sur les espèces accessoires, mais avec un effet négatif démontré sur les espèces-cibles et sur les économies en développement, devrait au moins inciter à se poser la ques-

tion de l'origine des réglementations écologiques, et à vérifier leur bien fondé, voire leurs connexions avec des groupes de pressions...

E EQUILIBRE ECOLOGIQUE

Voici encore une fausse évidence. On parle d'équilibre écologique, mais on pense plus à une immobilité qu'à un équilibre. Le discours sur le temps et sur les anomalies climatique en est l'exemple le plus parlant : il n'est pas d'événement météorologique, de tempête, d'inondation où ne ressorte le discours de l'année anormale. Il faut le répéter avec force : le concept de normalité est un concept statistique : une année normale est une année moyennée sur des décennies, et l'on n'a pas plus d'année normale qu'on n'aurait d'individu « normal » si l'on prenait comme normalité la moyenne des caractéristiques des êtres humains. Donc tout événement diffère de la normale, et cette différence n'a aucune signification intrinsèque.

Mais parlons plus généralement de l'équilibre. Les conditions environnementales obéissent à deux mécanismes : des mécanismes rétroactifs et des mécanismes additifs. Les mécanismes rétroactifs (ou « feed-back négatifs »), dans lequel un phénomène A qui se développe entraîne le développement d'un phénomène B, lequel au contraire limite le développement du phénomène A. C'est la balançoire : l'augmentation de la vitesse de la balançoire du fait de sa descente aboutit à un maximum suivi d'une remontée, laquelle fait ralentir la vitesse, jusqu'au point où le mouvement stoppe puis s'inverse ; alors la descente de la balançoire se traduit de nouveau par une augmentation de vitesse, etc. Où est l'équilibre dans ce mouvement ? Il y a deux points clé : celui où la balançoire est le plus bas et la vitesse la plus rapide, et celui où la vitesse est nulle et la hauteur la plus élevée. L'immense majorité des écosystèmes fonctionne suivant ce cycle : le lynx du Canada augmente sa population quand les lapins sont abondants, mais à être trop nombreux les lynx font disparaître les lapins, puis disparaissent à leur tour par manque de proies, ce qui permet aux lapins de se reproduire et d'augmenter à leur tour leur population, etc. L'autre dynamique concerne les mécanismes additifs (ou feed back positifs), dans lequel l'augmentation du phénomène A induit une augmentation de B, comme précédemment, mais B à son tour provoque une augmentation de A : dans ce type de mécanisme, on ne retourne plus au niveau d'origine, il n'y a plus d'évolution cyclique autour d'un point d'équilibre. Ce type de mécanisme est évidemment catastrophique, puisqu'il s'auto-alimente tant qu'il ne dépasse pas les capacités du milieu : c'est la réaction en chaîne. On voit ce genre de phénomène dans la nature à la suite d'un déséquilibre ou d'une « catastrophe ». Dans une perspective politique, il faut être attentif à ne pas déclencher cette dynamique que l'on ne peut plus maîtriser, une fois

démarrée. Or c'est ce qui se passe dans les forêts tropicales : nous avons vu qu'elles sont des fixateurs et producteurs d'humidité : si on les fait disparaître au delà d'une certaine proportion, les pluies diminuent, ce qui assèche la forêt restante, qui disparaît, et laisse à la fin un désert là où existait un écosystème humide. Et l'on n'y peut plus rien, sauf à entreprendre des efforts colossaux pour maintenir un système humide artificiel jusqu'à ce qu'il soit en mesure de se reproduire seul.

Pour en revenir à l'équilibre, on voit donc qu'il ne faut pas confondre la notion d'équilibre en écologie avec celle de tendance : un milieu est en équilibre quand il oscille normalement autour de ses caractéristiques moyennes. Quand il subit des transformations de type « additifs », on assiste à un changement de niveau d'équilibre, il s'agit alors d'une tendance (ou dérive).

ECOBUSINESS

Consiste à « faire des affaires » avec l'écologie. Cette forme d'activité économique présente de grands avantages : elle génère des emplois en s'appliquant (en principe) à maintenir des conditions écologiques optimales, voire à restaurer ces conditions. Il s'agit de toutes les activités de remise en état du milieu, ou d'utilisation « responsable ». Il est évident que cette branche est appelée à un grand développement, aussi est-il utile de rappeler certains points.

- On n'est pas encore vraiment capable de savoir quels effets seront produits par une action sur le milieu, dès que cette action est brutale (et en écologie, pratiquement toutes les actions de l'homme « industriel » sont brutales). C'était tout le succès de l'anthropisation lente, que d'agir par petites touches dans la durée. Donc il arrive souvent que des actions sur le milieu dans une volonté « écologique » soient aussi nocives (quand ce n'est pas plus) que des actions qui ne s'en soucient pas. Un exemple : l'écotourisme. Parti du principe qu'il ne faut pas laisser des hordes de touristes tout saccaquer sans retenue mais qu'il ne peut non plus être question de fermer la moitié de la planète aux visiteurs pour la sauvegarder, et qu'enfin le tourisme est souvent une source d'activité essentielle pour certains pays ou régions, l'écotourisme s'est créé dans le but de canaliser et organiser ces visites de la nature. Excellent principe, qui joint l'utile au bénéfique, mais peut avoir des effets pervers. L'histoire de la protection des baleines va en montrer le mécanisme : pour sauvegarder les baleines, il a fallu intéresser la population à leur existence. Ceci est passé par des images, et des films sur la vie et le comportement de ces animaux. Succès inespéré : la pression publique a permis d'établir un moratoire à la pêche à la baleine. Contrepartie : cet intérêt du public a poussé à l'apparition d'un tourisme de masse dans les régions où les baleines sont facilement visibles : c'est le « whale watching » dans les golfes du

Saint Laurent, de Californie, en Patagonie, en Nouvelle Zélande, etc. Pour faciliter et canaliser ce tourisme, s'est créée une importante activité d'écotourisme pour l'observation des baleines dans leur milieu naturel. Contrecoup : les baleines sont dérangées dans leur environnement à des moments critiques de leur cycle de vie (parade, migrations, mise bas, etc.), ce qui a un effet négatif sur leur fécondité. Les amis des baleines, qui ont contribué à les sauver, sont maintenant devenus sans le vouloir l'un des risques majeurs pour ces espèces. En conclusion, disons que l'écobusiness doit prendre en compte trois points majeurs :

(1) quelles que soient les précautions que l'on peut prendre, l'activité de masse abîme le milieu (cinquante mille amoureux de la nature passant le même jour dans un pré, même sur la pointe des pieds, n'en massacreront pas moins le pré) ;

(2) on ignore encore très souvent les effets des actions entreprises, et il n'existe pas encore de solutions miracle pour exploiter ET préserver un milieu ;

(3) il faut pourtant développer cette branche autant et aussi vite que possible, et un effort particulier de recherche doit être entrepris, car on ne pourra durablement utiliser l'environnement avec des moyens modernes que quand on saura maîtriser ces moyens. C'est une course de vitesse : la technologie future est en principe à même de soigner les dégâts de la technologie passée et présente.

On peut espérer que vienne un moment où l'on pourra utiliser des instruments, des énergies et des méthodes « propres ». L'aspect de nos villes est paradoxalement un encouragement : même si nos grandes cités sont polluées par les voitures, elles ne le sont plus par le charbon, et le fameux smog a disparu. On peut donc le faire, il faut le faire et c'est urgent.

F FLIPPER (effet)

Pour se reposer l'esprit, voici une définition un peu enfantine, mais qui n'en est pas moins d'une grande importance : on appelle « effet Flipper » la réaction émotionnelle que certains animaux qui le touchent peuvent provoquer chez l'être humain. Souvenez-vous de Flipper, le gentil dauphin des séries télévisées des années 80 : c'est grâce à lui que les États-Unis ont pu paralyser durant des années la pêche thonière mexicaine concurrente. Car cette pêcherie tuait un grand nombre de dauphins en « prises accessoires », maillés et noyés dans les grandes sennes tournantes des thoniers mexicains. Profitant de l'affection immense que Flipper avait générée dans les cœurs des petits Américains, les pêcheries américaines ont montré des massacres de dauphins et signalé que quand on mangeait une boîte de

thons pêchés au Mexique, on était complice de la tuerie de milliers de Flippers. Ceci sans que l'on puisse fournir la moindre indication sur l'effet réel de la capture des dauphins sur l'état de leur population. Mais cela a suffi, et il a fallu que les mexicains trouvent des méthodes respectueuses de la vie des dauphins. Parfait d'après vous, et c'est vrai que l'on doit éviter des massacres inutiles. Le point à souligner, c'est que les raisons de cette campagne étaient loin d'être aussi honorables qu'on le disait. Mais il y a d'autres conséquences de l'effet Flipper. La première, la plus évidente, c'est qu'il y a de « bons » animaux en voie de disparition (le grand Panda du World Wildlife Fund, par exemple, cette peluche noire et blanche si touchante), et d'autres dont la survie n'intéresse personne car ils sont petits, moches, urticants, et en plus ils ne sentent pas bon. Un effet plus subtil peut être présenté au travers de l'aventure des phoques de l'Atlantique Nord. Après leur quasi-disparition (souvenez-vous du massacre des bébés-phoques), et leur sauvetage par notre Brigitte Bardot nationale, l'effet Flipper est allé si loin que toute l'espèce a été protégée de tout, qu'elle s'est alors développée sans frein, en une explosion démographique sans précédent, qui met en danger les autres espèces (la disparition de la morue du Canada est en partie due à la prédation par les phoques), mais présente aussi un risque majeur pour l'espèce elle-même, qui est en ce moment la proie d'épizooties qui risquent fort de mettre une fois de plus toute l'espèce en situation de disparaître.

G GAÏA

Bien qu'elle soit un peu retombée dans l'oubli, « l'hypothèse Gaïa », qui a eu un grand succès dans les années 70, présente toujours un intérêt pour qui veut comprendre les positions philosophiques des écologistes. Vers 1975, James Lovelock⁴, chercheur américain, a élaboré cette idée selon laquelle les interactions à l'intérieur des écosystèmes et les interactions des écosystèmes eux-mêmes faisaient de la planète un « super-organisme » qu'il fallait considérer comme un tout. De là sont issues des écoles, voire des sectes, qui ont donc considéré la terre comme un être unique, dans lequel l'homme comme les autres espèces et même les parties non vivantes, étaient des organes égaux les uns aux autres. De là à diviniser l'écosystème global, il y a eu un pas que certains n'ont pas hésité à franchir. Les amateurs de science-fiction reconnaîtront ici les idées qui ont été à la base de l'avant-dernier volume de la série « Fondation » d'Isaac Asimov⁵. Une bonne partie de la mouvance « New age » écologiste est toujours fondée sur cette hypothèse. Si l'on n'est plus à prendre au sérieux ce genre de généralisation, il n'en reste pas moins vrai que l'hypothèse Gaïa a ceci de juste qu'il est très difficile de définir où commence et où s'arrête un écosystème, et que dans notre monde globalisé, les remèdes ou les décisions prises ou à prendre pour le respect de l'environnement doivent eux aussi être pris à l'échelle globale.

■ 4. James E. Lovelock . *The Earth as a living organism*, in Biodiversity, E.O. Wilson ed..

■ 5. Asimov. *Fondation fondroyée*, coll. Présence du Futur.

I INDEMNISATION

Encore un mot surprenant dans le vocabulaire écologiste. Pourtant il faut le prendre en compte, car c'est maintenant l'une des voies essentielles du « traitement » des problèmes écologiques : il est apparu plus simple et surtout moins coûteux pour les grandes industries et les grandes compagnies d'indemniser les victimes de la pollution que de réparer les dégâts. C'est ce qui s'est passé récemment en France lors du naufrage de l'Erika, où le traitement de ce drame a consisté à faire établir autant de constats d'huissiers que nécessaire. Ceci n'a évidemment d'intérêt que si les victimes sont peu nombreuses à se plaindre. C'est encore le cas, puisque l'essentiel des problèmes écologiques de notre planète touche des zones et des pays où les habitants ne sont pas informés ou n'ont pas leur mot à dire (ancienne URSS, Afrique, Amérique du Sud, Asie du Sud-Est). Pour résumer, on paye des indemnités aux ressortissants d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon, en les priant de rester tranquille et de laisser polluer en famille en dehors de leur pays. En échange de leur silence acheté, on s'engage à délocaliser les industries polluantes vers les pays en développement où, finalement, un mort de plus ou de moins n'a guère d'importance. Et cela marche. Pour combien de temps ?

L LOBBY

Voilà encore un concept qui nous vient des pays anglo-saxons, et spécialement des États-Unis, où il est considéré comme une façon démocratique de fonctionnement. Un lobby est un groupe d'intérêt qui s'est constitué en groupe, club, mouvement, parti, tout ce que vous voulez, et dont l'objectif est d'informer un gouvernement et de lui faire prendre en considération ses problèmes particuliers. Il y a le lobby des armes, du tabac, de l'anti-tabac, le lobby juif, catholique, etc. aux USA. Ce qui a pu paraître une bonne méthode, et qui a longtemps marché en Amérique, est en train de se convertir en système maffieux, du fait des sommes en jeu et de la dérive vers le « tout financier ». Le problème majeur en écologie, c'est que les lobbys écologistes, qui ont abouti il y a une vingtaine voire une trentaine d'années à la création de mouvements comme Greenpeace ou le WWF (World Wildlife Fund), sont en train de se faire manipuler par les grandes industries internationales, qui ont parfaitement intégré les discours écologistes dans leurs stratégies. L'exemple du fréon qui sera décrit plus loin montre bien ce que la manipulation des idées écologistes peut faire. Dans notre pays, cela est peut-être encore plus grave, car nous n'avons pas de « culture du lobby », et donc de contrepoids à ces groupes de pressions, qui sont tout de suite biaisés par un fonctionnement opaque. Le lobby nucléaire pourrait en être un exemple. Il devient très difficile de déli-

imiter ces groupes, et donc de les circonscrire. Par ailleurs, quand les lobbies se constituent avec les citoyens, le résultat n'est pas plus efficace en France. Nos mouvements écologistes de gauche comme de droite qui se sont constitués comme des lobbies (en général très explicitement, comme se veut le mouvement « Pêche-Chasse-Tradition »), sont très rapidement devenus des mouvements politiques, ce qu'ils ne sont pas chez les anglo-saxons. Et le résultat ne se fait pas attendre : un lobby se veut par vocation très limité à un problème particulier, alors qu'un mouvement politique est par nature appelé à considérer le fonctionnement général de la société. D'où la permanente déliquescence des mouvements politiques écologistes en France.

O OGM

Par définition, les Organismes Génétiquement Modifiés sont des organismes dans le génome desquels l'homme a introduit un gène d'une autre espèce, dans le but de faire « travailler » ces organismes pour lui. Les OGM sont principalement produits dans trois buts :

Un but **médical**, où il s'agit de faire produire en grande quantité une molécule par des bactéries, ce qui évite d'avoir à la purifier à partir d'espèces plus volumineuses et à la production moins abondante. C'est le cas de l'insuline, ou de nombreux vaccins. Les OGM destinés à la médecine sont aussi des animaux que l'on a « humanisés », c'est à dire rendus compatibles avec l'espèce humaine, dans le but de pouvoir utiliser leurs organes pour des greffes.

Une autre utilisation concerne l'**industrie** (fabrifications ou conception de méthodes de fabrication de produits destinés à l'industrie : pâtes à papiers, huiles industrielles, produits de beauté, les applications sont infinies : ici aussi le but est souvent de fabriquer des molécules particulièrement économiques à produire en comparaison des méthodes anciennes.

Enfin la troisième série d'application, qui concerne plus particulièrement notre propos, concerne l'**agriculture**. Ici, deux domaines essentiels : produire des semences présentant des avantages particuliers pour l'agro-industrie (coûts de production, facilités de culture, etc.), et mettre au point des produits et des méthodes permettant d'améliorer les rendements sans avoir à réaliser des épandages coûteux et souvent polluants. C'est par exemple la résistance aux insectes parasites, à diverses maladies virales ou autres, la capacité de fixer directement l'azote de l'air sans passer par des nitrates, etc. On retrouve ici l'observation qui a été faite à propos de l'écobusiness : si ces méthodes permettent de réduire les aspects les plus toxiques de l'agro-industrie, on ne pourrait que s'en féliciter. Un risque cependant : on travaille sur du vivant, et une fuite dans le milieu naturel de souches ainsi transformées n'est pas à exclure : on craint alors d'agir en démiurge et de provoquer des catas-

trophes naturelles si ces OGM se croisent avec des souches sauvages. D'où les grandes craintes et les réactions violentes de nombreux écologistes, qui n'hésitent pas à détruire les plantations d'OGM. Ces risques sont certains, mais probablement sans grande importance : en général les gènes introduits sont des gènes qui existent déjà dans la nature, et auxquels l'homme et les autres espèces sont confrontés depuis longtemps⁶ : si le gène de la bactérie *Bacillus thuringiensis* qui permet de lutter contre la pyrale du maïs est dans la bactérie ou dans le maïs, en fait cela importe assez peu, l'homme (et l'écosystème) étant depuis toujours en contact avec ce gène. Mais il faut évidemment appliquer le principe de précaution, et réaliser des recherches sérieuses avant de jouer les apprentis-sorcières. Cela est d'autant plus important que les grands laboratoires qui travaillent sur ces espèces ont pour but premier de faire des bénéfices, et que finalement les moyens importent peu. Devinette : un grand laboratoire, qui produit des semences, des engrais et des insecticides a le choix entre produire une plante résistante aux insectes sans qu'on ait à épandre des insecticides, ou produire une espèce résistante aux pesticides : que va-t-il choisir ? Gagné : une espèce résistante aux pesticides. Bénéfice :

1. on a « privatisé » la nature et les agriculteurs seront obligés d'acheter ces souches chez nous, puisqu'elles seront les seules à même de résister à des épandages accrus ;

2. on peut continuer à épandre le pesticide maison, et même en plus grande quantité puisque la plante y est bien résistante ;

3. avec un peu de chance et de doigté, si on rend la plante résistante au pesticide maison mais pas aux autres, on va pouvoir concurrencer beaucoup mieux les entreprises rivales. Bien sûr les conséquences en termes de pollution seront pires qu'auparavant, mais le jeu en vaut la chandelle en terme de bénéfices.

Voilà le grand problème des OGM « agricoles » à l'heure actuelle : ils ne sont absolument pas créés pour améliorer les conditions de l'agriculture moderne et pour réduire la contamination, mais au contraire pour faire faire des affaires au laboratoire producteur. Le fameux gène « Terminator », qui avait comme but de rendre stériles les graines des céréales produites, afin d'obliger l'agriculteur à racheter tous les ans ses semences, qui a heureusement été abandonné, en était la démonstration la plus cynique.

OZONE (trou dans la couche d')

Chose promise chose due, l'histoire du trou dans la couche d'ozone. Il existe dans la haute atmosphère de la planète une mince couche d'ozone, qui est formée à partir de l'oxygène et du rayonnement solaire, qui produit

■ 6. Pour ceux qui sont intéressés et qui souhaitent une information à la base, on peut recommander l'excellente plaquette éditée par le Ministère de la Recherche : « OGM : enjeux des recherches » (www.recherche.gouv.fr), mais aussi les dossiers écrits régulièrement par le magazine *La Recherche* (www.larecherche.fr).

cette molécule O_3 instable. Cette couche a comme effet particulièrement important d'absorber les rayonnements ultra-violet, et donc présente une importance vitale pour la plupart des espèces animales qui vivent sur la planète, et qui se sont constituées sous ce bouclier : s'il vient à disparaître, l'animal est exposé au rayonnement, qui provoquera des cancers et autres maladies de peau. Or depuis que l'on est en mesure d'étudier la haute atmosphère par des ballons-sonde et des satellites, on s'est aperçu qu'au-dessus des pôles, et particulièrement du pôle Sud, elle était démunie de cette couche d'ozone. Cela en quasi permanence, avec un cycle annuel qui étend et rétrécit le trou. En outre les séries de données montrent que le trou au dessus de l'Antarctique a tendance à s'agrandir chaque année. Des recherches sur les causes de cet agrandissement ont laissé penser que les gaz industriels, et particulièrement les « chlorofluorocarbones » (ou CFC, dont on connaît surtout le fréon), pouvaient être incriminé par leur effet destructeur des molécules d'ozone. Et comme on en a trouvé dans la haute atmosphère, de ces gaz exclusivement produits par l'homme (ils n'existent pas dans la nature) - gaz qui sont normalement « inertes » et ont une grande stabilité (donc s'accumulent de façon quasi définitive) - on en a déduit qu'il était urgent de les remplacer dans toutes leurs utilisations : ils étaient principalement utilisés comme gaz réfrigérants et comme supports de vaporisation (aérosols, sprays, presque toutes les « bombes » sous pression contenaient du fréon). Parfait, direz-vous, où est le problème ? Eh bien trois choses :

(1) Tout cela est vrai, et a été confirmé par des expériences de laboratoire, mais on ignore pratiquement tout de la dynamique réelle de la couche d'ozone : le trou grandit, mais est-ce une variation cyclique ou un phénomène nouveau ? La courte durée des observations ne permet pas de trancher ;

(2) Il se trouve que les CFC faisaient l'objet d'un brevet d'exclusivité de Dupont De Nemours, et que ce brevet allait tomber dans le domaine public, permettant à tout le monde d'en produire ;

(3) Quelle chance ! Juste au moment où l'on se pose la question du trou dans la couche d'ozone, Dupont De Nemours signale qu'il a en magasin un nouveau gaz, propre et tout, et qu'on peut donc sans problème interdire les CFC. Dont acte, les CFC sont interdits, Dupont garde l'exclusivité sur ses produits, tout le monde se contrefiche maintenant de la couche d'ozone qui ne fait plus la une, et les actionnaires de Dupont sont contents...

Il se trouve que les nouveau gaz utilisés sont, quant à eux, très efficaces pour augmenter l'effet de serre, mais qui n'a pas ses petits soucis ? En bilan, même si l'on ne peut que se réjouir de voir que des efforts sont payants et que des molécules potentiellement dangereuses sont éliminées, on n'en reste pas moins mal à l'aise : quelle est la part de la volonté « écologique », quelle est la part de la pure manipulation ?

P PRINCIPLE DE PRECAUTION

Concept introduit par la FAO⁷, dont l'objectif est de partir de l'hypothèse « risque maximum » pour agir sur un point écologique. C'est l'exact contraire des méthodes antérieures (et d'ailleurs toujours appliquées) que l'on a pu voir à l'œuvre dans toute leur splendeur à propos de la vache folle, de l'amiante ou de la fièvre aphteuse : « il n'y a pas d'évidence scientifique que le prion passe d'une espèce à l'autre, donc on y va ». En utilisant le principe de précaution, on n'y serait pas allé...

Mais il faut bien comprendre le rôle du principe de précaution : il s'agit d'un principe politique, absolument pas écologique. C'est le politique qui, en fonction des divers risques et contraintes qu'il doit gérer, de façon souvent contradictoire et conflictuelle, décide jusqu'où il peut aller dans une décision. Le rôle de l'écologue est de fournir les informations dont il dispose. Le principe de précaution est donc un compromis permanent : doit-on instaurer une « taxe de pollution » sur les combustibles pour réduire la contamination, ou au contraire baisser les prix des carburants pour éviter des troubles sociaux ? Voilà le genre de problème à résoudre. Évidemment, la tendance au laisser-faire sera d'autant plus forte que les projections dans le temps seront plus courtes : si l'on gouverne le nez sur les sondages, les risques à long termes seront toujours sous-évalués.

R RECHAUFFEMENT GLOBAL

L'atmosphère de la terre tend à se réchauffer depuis une centaine d'années. Ce réchauffement est allé augmentant rapidement avec l'avènement de l'ère industrielle, et les courbes de réchauffement et d'émanation de « gaz à effet de serre » d'origine industrielle sont parfaitement parallèles. La question de savoir si oui ou non la planète se réchauffe ne se pose plus, les résultats de toutes les observations sont parfaitement convergents, et il est certain à l'heure actuelle que nous sommes entrés dans une phase de réchauffement. Reste une deuxième interrogation : quel est le rôle de l'homme dans ce réchauffement. Ici, les réponses sont moins claires, car ces phases de refroidissement et de réchauffement existent naturellement, les émanations de gaz ou de poussières à effet de serre ont toujours existé, et une explosion volcanique comme celle du Mont St. Helen, par exemple, équivalent à des années de décharge de carbone par l'industrie. Néanmoins il est acquis que le niveau d'émissions anthropiques n'est pas négligeable et peut effectivement jouer un rôle sur le réchauffement. Que ce soit la seule raison ou pas, finalement importe peu, il ne s'agit plus que de savoir si l'effet de l'homme va augmenter le réchauffement un peu, beaucoup ou énormément. Dans tous les cas, il a un impact sur le climat. Si l'on applique

■ 7. On peut utilement consulter le site web www.fao.org à ce sujet.

le principe de précaution, on arrive à la conclusion qu'il est impératif de réduire ces émanations autant et aussi vite que possible. Cela parce que réchauffement ne veut pas dire que la température ayant monté, tout restera en l'état en un peu plus chaud : les mécanismes climatiques sont très complexes, et fonctionnent souvent en « tout ou rien », en changements brusques d'état. Un exemple : la circulation océanique obéit à un schéma très complexe et intégré, les eaux froides générées par l'océan arctique plongent dans l'Atlantique et circulent jusque dans l'Océan Pacifique nord, après avoir traversé l'Océan Indien, en un long cheminement sur plusieurs milliers d'années. Or il est arrivé qu'un tel mécanisme s'interrompe, ce qui est immédiatement suivi d'un changement global de la circulation océanique et atmosphérique. Parmi les conséquences possible, qui peuvent concerner le continent européen, le déplacement du « Gulf Stream » est l'une des plus probables. Il aboutirait à créer sur la péninsule européenne un climat identique à celui du Canada...

S SERRE (Effet de)

Poursuivant ces considérations sur le réchauffement global, voici l'effet de serre, responsable ou co-responsable de ce réchauffement. Dans son fonctionnement, l'effet de serre est un piégeage de l'énergie calorifique du soleil dans la serre/l'atmosphère. Le rayonnement lumineux traverse la vitre, puis il est absorbé par les objets contenus dans la serre, qui se réchauffent et émettent à leur tour un rayonnement, mais dans la gamme des infra-rouges, qui ne traversent plus la vitre. Il y a donc piégeage et réchauffement. Dans le cas de l'atmosphère, des gaz jouent le rôle de la vitre, et l'oxyde de carbone, le méthane, les poussières et certains gaz carbonés sont eux aussi opaques au rayonnement infrarouge. Or ces gaz s'accumulent dans l'atmosphère, ce qui provoque son réchauffement. A partir de là, les scénarios peuvent varier, car les conséquences d'un réchauffement atmosphériques sont nombreuses et contradictoires ; la réduction des calottes polaires, par exemple, va augmenter le réchauffement, car la glace est un réflecteur parfait de la lumière et renvoie dans l'espace presque tout le rayonnement qu'elle reçoit. Donc moins de glace, plus d'absorption du rayonnement solaire, et augmentation du réchauffement ; en revanche le réchauffement va aussi augmenter l'évaporation, or les nuages sont eux aussi des réflecteurs, qui augmenteraient alors la réflexion vers l'espace, donc refroidiraient l'atmosphère. Tout est affaire de savoir ce qui se passera réellement.

T TEMPORELLE (Échelle)

Il s'agit d'un des plus grands problèmes qu'une politique écologique doit affronter : les phénomènes écologiques se déroulent sur des échelles de

temps bien plus grandes que celles qui concernent la gestion habituelle d'une société, tout au moins telle qu'elle est faite actuellement. Une décision impliquant des conséquences écologiques pourra n'avoir un effet sérieux que des dizaines d'années après son application. Il est clair, si l'objectif est l'élection de l'année prochaine, qu'une décision impopulaire sera reportée, puisque ses conséquences sont pour dans dix ou vingt ans. Et c'est la vache folle, la pollution par les hydrocarbures, les accumulations de déchets nucléaires, la contamination des nappes phréatiques, les effets de l'amiante... Malheureusement tout cela s'accumulant, nous sommes maintenant affrontés aux résultats du reports des décisions douloureuses : il faudra les prendre avant que le milieu ne les prenne pour nous. Que faire des déchets nucléaires ? Ce n'est plus dans dix ou vingt ans qu'il va falloir s'en préoccuper, c'est aujourd'hui. Et afin de ne pas poursuivre l'accumulation de risques, il faut aussi légiférer immédiatement sur les grandes questions imminentes comme les émanations de gaz à effet de serre.

On peut craindre que notre société n'en soit pas capable : du moment où les politiques ont démissionné et laissé l'économie libérale prendre en charge le fonctionnement des sociétés, il n'existe plus de possibilité de prévision : l'économie ne considère (et on ne peut pas lui en vouloir : c'est son rôle) que les effets financiers à court terme : si un investissement est rentabilisé dans les trois ans, qu'importent les conséquences ultérieures ! Ces conséquences devraient être considérées par le politique et son pouvoir de réglementation. Donnons un exemple : l'aquaculture de la crevette tropicale. Elle est au point et produit des bénéfices considérables. Pour fonctionner, il faut choisir un site où les crevettes vivent naturellement (mangroves, lagunes, estuaires tropicaux), le raser, y installer des bassins. Durant quelques années la production est remarquable, puis le milieu ainsi dénaturé devient incapable de maintenir les conditions favorables à la vie de la crevette : sursalure, disparition des stocks sauvages, apparition de maladies etc. Donc au bout de quelques années il faut abandonner la zone. Mais durant ces quelques années les bénéfices auront été suffixant pour faire sa pelote, et pour investir une nouvelle zone. Celle qu'on laisse est devenue stérile et en particulier les stocks sauvages ont disparu, mais qu'importe pour l'entreprise si on ne lui demande pas de « remettre les lieux dans l'état où elle les a trouvés » ? Les affaires marchent, et marcheront jusqu'à la disparition du dernier lieu favorable sur la planète. D'ici là, les investisseurs auront tout le temps de trouver d'autres activités fructueuses, donc du point de vue économique, à « courte échéance », tout va bien. Pour les habitants des régions dévastées, c'est une autre affaire, mais qui ne concerne pas l'investisseur.

François Villemonteix

Note conjointe sur l'utilité des intellectuels dans l'évaluation des acquis de la science

Au moment où les intellectuels sont, d'après Régis Debray, en « phase terminale », ou à tout le moins plus penchés sur les problèmes de leur propre existence que sur ceux de la société, cette dernière doit se débrouiller seule dans un domaine qui a des implications extrêmement fortes sur bien des facettes de son existence : celui du progrès scientifique, de sa signification, et des voies où il se dirige et l'entraîne. En bref, la déontologie et même l'éthique sont très généralement laissées aux mains des scientifiques comme la guerre, jadis, à celles des militaires...

Ce qui mène à trois remarques : il y a dépassement de compétences, impossibilité et risque majeur.

Dépassement de compétences, car ce ne peut être à ceux qui sont engagés dans la logique de leur recherche que l'on doit demander d'en dresser, pour la société, les limites et les garde-fous. Si le scientifique est certainement le seul à même de dire ce que le progrès « peut faire », ce n'est pas à lui (ou pas à lui seul) de définir ce qu'il « doit faire »

(1) parce que, ayant « le nez sur le guidon », il ne peut que très difficilement prendre en compte la totalité des implications de ses découvertes sur le fonctionnement de la société ;

(2) parce qu'on ne peut pas facilement être juge et partie et que la tentation est grande d'idéaliser son action et de n'en percevoir que les conséquences que l'on souhaite ;

(3) parce qu'il y a risque de constitution d'une technocratie, voir ci-dessous.

Impossibilité du fait que, dans un système qui par force tend à la spécialisation, le scientifique ou le technicien n'a peut-être pas dans son bagage la formation philosophique de l'intellectuel, et donc se coupe d'une compréhension générale du fonctionnement et des objectifs d'une société ;

Risques majeurs. J'en vois trois :

- le piège dans lequel est tombé l'écologie est une bonne illustration du premier et mérite une petite description. Devant l'effet, souvent sérieux voire désastreux, que l'activité humaine induit sur le milieu, la préoccupation écologique a surgi dans les années 70 (on pourrait la dater des livres de René Dumont par exemple). Confrontée à l'indifférence, voire l'absence des intellectuels devant les questions qu'elle pose, l'écologie a développé tant bien que mal une série de justifications souvent irrationnelles et n'a pas pu (ou n'est pas encore arrivée à) aboutir à une réflexion véritablement politique, c'est à dire incluant l'écologie dans un projet global de société. Et l'on aboutit aux dérives et errements actuels. Cette dérive est présente dans nombre d'autres domaines où la technologie joue le rôle de barrière entre l'intellectuel et le problème : la santé, les transports (pour reprendre l'exemple de R.D.), par exemple, présentent les mêmes risques que l'écologie.

- cette absence permet aussi le développement d'une logique de profits sans frein à partir du progrès scientifique, qui est mise en place par les puissances d'argent : compétitivité (l'innovation pour le profit), lobby, « effet Flipper », écobusiness, confiscation des maladies et des traitements (SIDA), privatisation de la nature (les OGM), sont devenus la règle en peu d'années, sans que quiconque ait pu s'y opposer de façon forte quand c'était nécessaire ou proposer des règles ou des alternatives autres qu'angéliques (une partie du problème de « la vache folle » se situe précisément à ce niveau).

- laisser les scientifiques définir de leur propre chef une éthique est la porte ouverte à la constitution d'une technocratie ou « scientocratie », à qui reviendrait le pouvoir de décider, du fait de ses seules capacités techniques, de ce qui est « bon » pour la société et de se substituer à la politique dans ce domaine, avec toutes les dérives que l'on a pu constater lorsque dans certains pays cela a été le cas.

On peut supposer qu'il y a eu difficulté de dialogue entre les deux branches de la réflexion, scientifico-technique et philosophique : la scientifique se refuse toute réflexion qui sorte du cadre étroit de ses recherches, ou en tout cas du domaine de la démarche scienti-

fique (en gros : partout où le principe de réfutabilité de Popper s'applique) ; l'intellectuel, comme l'a montré Régis Debray, estime qu'il n'est pas « techniquement compétent » et laisse donc la « cuisine technologique » aux mains des experts.

La première conséquence de tout cela est que les codes déontologiques définis par les scientifiques sont en général déficients et manquent complètement de bases philosophiques ; que les comités d'éthique construits par les gouvernements ou d'autres instances sont inefficaces et ne peuvent en général que constater des dégâts sans pouvoir ni les prévenir ni faire des propositions fortes. Leur faiblesse, dans tous les domaines où ils ont été conçus, montre qu'ils n'ont souvent pas le poids (voire les compétences) pour être pris en compte, pour « représenter » la société.

Or rien ne s'oppose en fait à ce que ces problèmes sérieux, où la société risque un bouleversement du fait de progrès technologique, soit pris à bras le corps par les intellectuels, avec l'expertise des scientifiques : il ne s'agit que de paresse ou d'intérêt « médiatique », qui empêche cette fusion et cette réflexion commune. Bien sûr cela peut imposer à nos intellectuels plusieurs contraintes : un peu d'humilité car il faut accepter de poser les questions et d'apprendre auprès des scientifiques ; un petit risque de retrait (provisoire) de la sphère médiatique, car la population aura un peu plus de mal à suivre un débat où la technique aura part aux discussions ; enfin cela demande aussi aux scientifiques un peu d'ouverture vers une société qui en dernière analyse, est à la fois leur cliente et leur patron.

Bref, cette question du besoin des intellectuels dans une évaluation de l'effet de la science sur la société est précisément une question politique.

F.V.

Avez-vous lu nos dernières livraisons ?



ces numéros sont disponibles
au prix de 7 € chaque.

De la terre sacrée à l'écologie : LA TERRE ET SES DROITS

Dominique Audrerie

docteur en droit de l'environnement, avocat à la Cour d'Appel de Paris et maître de conférences associé à l'université Montesquieu Bordeaux IV, est l'auteur, notamment, de deux «Que sais-je?» : *Notion et protection du patrimoine* (1997) et, en collaboration, *Le patrimoine mondial* (1998).

L'écologie... Révolte contre des excès, des abus, des scandales ? Dénonciation des effets, rarement des causes ? Mouvement mondial sans véritable philosophie, ou sans éthique ? Mouvement de gauche résolument conservateur ? Action sans politique ?

La terre

Que n'a-t-on écrit, raconté, rêvé sur elle ! Elle est tout autant cadre de vie, ressource principale et bien commun à partager. Mais n'est-elle que cela ? Appartient-elle à ceux qui la cultivent ? Cette phrase reflète, plus fondamentalement qu'une revendication sociale, une vision de la terre comme richesse naturelle indissociablement liée à ceux qui l'exploitent ou en tirent profit. Peut-on ne voir dans la terre qu'un moyen de produire, un trésor gratuit, inépuisable, vis-à-vis duquel tout est permis ou peu s'en faut ? Peut-on se comporter alors à la manière d'enfants devant un sachet de bonbons : on puise, on puise, sans penser qu'il y aura une fin...

C'est là qu'apparaît un véritable conflit. Entre l'écologie et l'exploitation irraisonnée, qu'elle soit agricole ou industrielle, la cohabitation est plus que difficile : contradictoire, voire impossible. Elle paraît reposer sur une rupture radicale avec la réalité vivante de la terre, telle qu'elle fut vécue par toutes les civilisations rurales d'où chacun de nous est issu.

Si cette rupture est si dramatique, c'est qu'elle touche à l'identité de l'homme et de la femme, à leur attitude vis à vis du monde, à leur place et leur rôle dans la création.

Plutôt que de dresser une sorte de catalogue des excès, des abus, ou un réquisitoire contre les agriculteurs ou l'agriculture moderne et ses formes d'exploitation industrielles, on pourrait tenter de revenir aux sources pour retrouver, à travers des idées simples ou familières, quelques éléments de notre culture et de toutes les civilisations traditionnelles, qui disent la valeur

de notre environnement, sa signification véritable.

Terre-mère, source de vie

La terre est matière, mais elle est aussi symbole de réalités universelles et surtout de réalités vivantes, qui affectent chaque personne et chaque groupe dans sa plénitude. Apprendre ou réapprendre à connaître la terre, donc à l'aimer, tel devrait être notre souci constant.

Se prosternant vers le sol, Job s'écrie : « Nu, je suis sorti du sein maternel ; nu, j'y retournerai ». Le sein maternel, c'est la terre, la terre mère, source de vie.

L'univers tout entier est un lieu de passage, un rappel permanent de ce que nous, avec tous les autres, avons été et de ce que nous deviendrons. Un regard d'humilité sur ce qui nous entoure nous pose mieux que tout vis à vis de ce qui nous dépasse tout en nous englobant : nous en sommes, nous en venons, nous y retournerons.

Le mot « humilité » n'est pas innocent : un peu d'étymologie apprend qu'il vient de « terre » et renvoie à la même réalité. Du latin *humilitas*, il renvoie à l'origine ou au rang social modeste et dérive lui-même de l'adjectif *humilis*, qui vient de *humus* : la terre en tant que partie basse, sol opposé au ciel. Le locatif *humi* signifie à terre, par terre, sur le sol. De la même racine indo-européenne que *humus* est sorti le latin *homo*, l'homme, c'est à dire « le terrestre », le « né de la terre », par opposition au dieu, qui est céleste.

La terre s'oppose symboliquement au ciel, comme le principe passif au principe actif. Elle est un aspect féminin de la manifestation par rapport à l'aspect masculin, qui irradie et qui féconde. Elle est la densité qui s'oppose à la nature subtile ou volatile. Elle est la terre mère : la *tellus mater*, ou encore la *materia prima*. Elle donne et reprend la vie.

En Inde, la terre est source de l'être et de la vie, protectrice contre toute source d'anéantissement. Ainsi, lors des rites védiques des funérailles, au moment de la mise en terre de l'urne contenant les restes de l'incinération, on récite le texte suivant : « Va sous cette terre, ta mère, aux vastes séjours, aux bonnes faveurs, douce comme laine à qui sut donner, qu'elle te garde du néant ! Forme voûte pour lui et ne l'écrase point : reçois-le, terre, accueille-le, couvre-le d'un pan de ta robe comme une mère protège son fils ! »

Certaines tribus africaines ont coutume de manger de la terre. Eschyle nous dit que la terre « enfante tous les êtres, les nourrit, puis en reçoit à nouveau le germe fécond ». La terre est la substance universelle, la « matière première » dont se sert le Créateur - divin potier - pour façonner l'homme. Elle est encore la vierge pénétrée par l'outil, fécondée par le sang

ou par la pluie, qui sont les semences venues du ciel. La terre est une matrice universelle, d'où jaillissent les sources, les minéraux et les métaux.

Combien d'exemples dans la littérature du monde entier, où terre et femme sont assimilées : sillons ensemencés et labours / acte sexuel, moissons et récoltes / accouchement, travail agricole / acte générateur, cueillette / allaitement, soc de la charrue / phallus de l'homme. Ne dit-on pas que la femme enceinte enrichit les sillons ?

Terre obscure, passage vers la lumière

La terre est aussi un centre spirituel, que certains ont assimilé au centre du monde - aspect différent et similaire suivant les traditions religieuses - reflet lui-même du centre primordial ou Paradis terrestre. La terre devient alors l'objet de la quête : elle est Terre sainte, Terre promise, Terre des saints et des bienheureux, Terre d'immortalité, Terre noire des Égyptiens ou Jérusalem terrestre.

Cette quête est d'abord spirituelle ; la terre recherchée est d'abord initiatique, but à atteindre après différents stades de formation ou de probation. Comme le rappelle Dante, la Terre promise est un des pôles de l'esprit, où la matière s'efface et où règne l'esprit. Elle devient alors la Jérusalem céleste, si présente dans la tradition chrétienne.

Mais la terre recherchée n'est pas éloignée de la terre des origines qui garde son caractère sacré. Lorsqu'une personne ou un groupe veut se régénérer, il pratique une sorte de retour à la terre natale. L'espace sacré tire sa valeur des mystères et des rites, qui l'ont une fois pour toutes consacré. Le retour à la source est une immersion dans les origines génératrices, qui renouvellent et renforcent l'élan initial. Pour certains peuples, c'est le retour à la grotte, qui pénètre dans la terre. Pour d'autres, ce rôle est joué par les pèlerinages vers de saints fondateurs ou des martyrs, dont les restes sont déposés dans la crypte ; sur eux s'ancrent des traditions et des fêtes. Car de la terre va jaillir la lumière ; de l'obscurité va sortir une vision nouvelle.

La grotte est le lieu magique - historique et préhistorique - où l'homme en quête de lumière se réfugie. Et la crypte, héritière de la grotte dans la tradition occidentale, opère cet ensevelissement au creux de la terre, pour permettre à l'homme nouveau de se préparer avant de renaître au monde, fécondé dans ce contact avec les saints fondateurs. Le chrétien, à la suite du Christ, né dans une grotte et enterré dans une grotte, doit savoir mourir pour renaître, et grâce à ce passage fécond dans le sein maternel de la terre, ce renouvellement peut s'accomplir et devenir perceptible. Qui mieux que les martyrs connaissent dans leur chair ce grand bouleversement ?

C'est aussi dans la crypte-grotte que siègent les vierges noires. Objets de culte et de dévotion, d'origine incertaine, elles sont le but de nombreuses quêtes pèlerines depuis des siècles. Au tréfonds de la crypte-grotte, intime, obscure, la Vierge offre son Fils de Lumière. De la Vierge noire jaillit l'ineffable Soleil. Et si une source se trouve non loin, comme c'est souvent le cas, l'image déjà très forte est encore renforcée.

L'église construction, toute église, est aussi un lieu fermé, quelque peu obscur, où va s'exprimer la quête personnelle ou collective des pèlerins de l'absolu, suivant une progression qui n'a rien de fortuite. A travers les vitraux colorés, la lumière est filtrée, retenue, transformée. La loge des francs-maçons aussi est une crypte, où l'obscurité est recrée pour que jaillisse la lumière de l'initiation. Ce symbolisme revêt une grande importance. La terre est un signe actif, réel, qui rend compte de réalités supérieures. Mais c'est aussi un symbole vivant, qui s'habille différemment suivant les lieux, les époques ou les peuples.

Résultat d'équilibres fragiles, l'harmonie offerte par la terre suppose un usage attentif, respectueux, mesuré. Elle suppose aussi une relation personnelle, quasi sensuelle avec l'environnement dont il s'agit de prendre l'exacte mesure. Ne pas se satisfaire de quelques slogans où sont dénoncés, le plus souvent avec excès, des abus. La terre, sa protection, son respect et sans doute sa survie dépendent de chacun et d'une démarche qui ne peut être que politique. La terre des ancêtres, façonnée de leurs mains, irriguée de leur sang, transformée par leur génie propre, sera demain à la mesure de l'esprit de la cité d'aujourd'hui.

Les deux natures ou jardins

Les grandes religions du Livre racontent toutes de manière analogue, certes avec des mots différents, les origines du monde. Pour les juifs et les chrétiens, la Genèse, dans la Bible, décrit comment le Créateur façonna son oeuvre comme un jardin, y plaça les plantes et les animaux et enfin, prenant un peu de terre, fit naître le premier homme. A cet homme, il donna la mission de nommer toutes les créatures, lui conférant la dignité, comme le rappelle saint Paul, de co-créateur. L'homme est ainsi placé au sommet de la Création. Celle-ci lui est confiée. Il doit lui apporter tous ses soins. Il en est responsable. Il est ce jardinier attentif, dont la Création a besoin pour s'épanouir pleinement.

L'homme trouve dans la nature tout ce dont il a besoin pour vivre. La nature lui est soumise. Il s'en suit que la nature n'est si belle que lorsque l'homme est présent. De l'état sauvage, il fait un jardin. Au cours des siècles, cette idée n'a cessé de se développer. Les peintres ont montré cette

proximité à travers des paysages organisés, des espaces ordonnés, illustrant le lent travail de l'homme de siècle en siècle pour transformer la nature et la rendre plus humaine. Les jardins monastiques, puis ceux des grandes demeures princières ont rivalisé par leur structure, utilisant les œuvres de la nature dans des architectures de plus en plus poussées. Le jardin « à la française » en est une manifestation accomplie. Mais on pourrait aussi mentionner les jardins japonais, où chaque détail est façonné avec infiniment d'attention.

Mais un autre courant s'est imposé, surtout dans les pays du Nord marqués par le protestantisme. En effet, si l'on poursuit la lecture de la Genèse, il est rappelé que l'homme a commis la faute et a chu, entraînant avec lui la création toute entière. D'où la conclusion : ce n'est pas la nature qu'il faut condamner, c'est l'homme. La nature est belle. L'homme la détruit par ses interventions marquées à l'ombre du péché. La nature n'est si belle que lorsque l'homme la rend à elle-même. Il faut voir là l'origine des premiers parcs naturels, en particulier aux États-Unis durant le XIX^e siècle.

Les parcs sont des lieux où la nature est laissée libre et ce sont les interventions de l'homme qui sont sévèrement contrôlées, voir même interdites. Les pays latins ont très tard suivi cette voie et encore avec d'innombrables réserves. Aux jardins architecturés, sont préférés des jardins où la nature se révèle de manière plus spontanée, avec des jeux de lumière. Un savant désordre, plus apparent que réel, accompagne le visiteur. Le prototype en est le jardin « à l'anglaise ».

Deux conceptions se trouvent en présence, deux natures en quelque sorte : d'un côté une nature qui a besoin de l'homme pour se révéler pleinement, d'un autre une nature supposée se défendre de l'homme. Ce n'est donc pas un hasard si l'écologie militante est apparue très tôt dans les pays anglosaxons et qu'elle ne s'est jamais totalement imposée dans les autres pays.

Lorsque la notion de patrimoine mondial a pris corps au XX^e siècle, un débat, qui n'avait rien de superficiel, s'est développé sur le contenu de cette notion. À une approche culturelle largement acceptée a été ajoutée de manière indissociable la dimension naturelle. Les États-Unis ont joué un grand rôle pour parvenir à ce résultat. La convention de 1972 retient la notion de patrimoine mondial, culturel et naturel qui fonde désormais le droit de l'environnement.

Le droit de l'environnement

Le droit de l'environnement est véritablement mis en péril par deux risques forts, parfois alimentés par les spécialistes de cette discipline : d'une part il est sans cesse menacé d'un risque de détournement, la loi se faisant déclaration éthique ou cherchant au contraire à réglementer toutes les occur-

rences ; d'autre part à trop raisonner sur lui-même, l'environnement se coupe des autres disciplines et court un autre risque, celui d'une marginalisation.

1 – Risque de détournement

Comme le rappelle Portalis dans son discours préliminaire au premier projet de Code civil, « l'office de la loi est de fixer, par de grandes vues, les maximes générales du droit : d'établir des principes féconds en conséquences, et non de descendre dans le détail de questions qui peu vent naître sur chaque matière. »

A considérer le droit de l'environnement, on ne peut qu'être frappé par la mission donnée à nombre de textes de loi adoptées en ce domaine ces dernières années, à savoir déclarer de manière universelle de grands principes à caractère éthique. Ainsi en est-il du paysage, de l'eau, de l'air, de la forêt, etc., de tous les domaines où un usage immodéré compromet irrémédiablement les équilibres naturels.

Or ces déclarations, pour opportunes et légitimes qu'elles soient, ne sont pas d'abord de l'ordre de la loi. La loi peut organiser, définir, garantir. Elle ne peut se substituer à l'éthique. Autre chose est de déterminer le commerce des hommes ensemble dans la cité, autre chose est de proclamer de grands principes destinés à modifier l'éthique de ces mêmes hommes aujourd'hui.

Le droit de l'environnement, pour des raisons aisément explicables, est trop utilisé pour rappeler les excès d'une société peu soucieuse de son environnement. Ces rappels sont acceptés ou refusés, mais la loi y perd sa force, qui découle naturellement des règles précises qu'il est de sa compétence de rendre opposables. La loi n'est pas une déclaration d'intention ; elle est un ensemble de règles reconnues et acceptées par la société où elles s'imposent.

D'un autre côté l'urgence d'intervenir dans nombre de domaines pour la protection de l'environnement pousse à prendre des mesures de détail, dont le contenu varie rapidement au fil des adaptations nécessaires ou de l'évolution des situations concrètes. La loi y perd son caractère universel et permanent. Son application malaisée laisse trop place à l'interprétation ou à l'adaptation, ce qui ruine peu à peu son universalité et sa crédibilité.

2 – Risque de marginalisation

Il est aisé de constater que le raisonnement proposé part de l'environnement et revient à l'environnement. Les situations dénoncées sont vues à travers le prisme de l'environnement, qui à force de systématisation de-

vient déformant. Les choses se passent encore dans bon nombre de cas comme s'il y avait la vie civile d'un côté et les préoccupations environnementales d'un autre côté. Le droit de l'environnement, autonome dans son élaboration, se fait un peu le correcteur des excès, mais en marge, en parallèle aux autres règles de droit. Il faut sans doute y voir une des raisons de son application lente, incomplète, voire toujours en question.

Le droit de l'environnement doit échapper au risque de sa marginalisation. Beaucoup souhaitent l'enfermer dans une sorte de ghetto et le maintenir ainsi à l'écart des grands débats. Il conviendrait plutôt, comme cela se fait aussi ailleurs dans certains cas, d'introduire les « réformes » dans chaque branche d'activité, évitant ainsi le parallélisme des règles, les unes autorisant, les autres interdisant.

Le droit de l'environnement doit pénétrer la cité et s'inscrire dans les préoccupations quotidiennes. Il doit trouver sa place *dans* le droit de l'urbanisme, *dans* le droit économique, *dans* le droit social, etc. C'est là, semble-t-il, la condition majeure pour sa bonne application. Dans le cas inverse, il restera parallèle et sera considéré comme exceptionnel, marginal et importun.

Dominique Audrerie

Bibliographie

- Chaliar (Catherine), *L'alliance avec la nature*, Cerf, Paris, 1989.
- Coste (René), *Dieu et l'écologie*, Les éditions de l'atelier Paris, 1994.

Trésors cachés...

Nous attirons spécialement l'attention de nos nouveaux lecteurs sur certains dossiers ou articles parus dans d'anciens numéros de *Cité* encore disponibles.

- Numéro 4 - Dossier René Girard.
- Numéro 6/7 - Entretien avec Jean-Marie Domenach.
- Numéro 11 - Entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie sur la nature du pouvoir royal.
- Numéro 12 - Entretien avec Marcel Gauchet sur la nature du lien social.
- Numéro 13 - Dossier Georges Dumézil.
- Numéro 14 - Numéro spécial sur Gabriel Marcel.
- Numéro 18 - Dossier sur la crise économique.
- Numéro 21 - Dossier « Révolution 1789 ».
- Numéro 22 - Dossier Sociologie.
- Numéro 23 - Hommage à Maurice Clavel.
- Numéro 24 - Dossier Immigration.
- Numéro 26 - Dossier Religion et liberté.
- Numéro 27 - Dossier L'État et le citoyen.
- Numéro 28 - Dossier Enseigner l'Histoire.

Tous ces numéros sont disponibles
au prix de 7 € l'exemplaire.

Commandes à *Cité*,
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

PRODUCTIVISME: la vérité est ailleurs

Philippe Arondel

est économiste et sociologue.

Face aux dérives d'un capitalisme de plus en plus financiarisé, globalisé, qui pousse à une marchandisation de tous les espaces de vie, les hommes de ce temps tentent de se réapproprier leur histoire et de refonder un futur à visage humain. Hésitante, ambiguë, la contestation de la dictature ultra-libérale en place offre des visages contrastés...et contradictoires. Analyse d'une nouvelle donne idéologique qui, par-delà des fractures internes visibles, constitue sans doute une étape décisive sur le long et périlleux chemin menant à la libération humaine.

Le retour des « grandes peurs » ?

« Il faut davantage prêter l'oreille à la prophétie de malheur qu'à la prophétie de bonheur. » Cette injonction étrange, paradoxale en nos temps de triomphalisme technicien, de Hans Jonas¹, l'une des coqueluches intellectuelles du microcosme écologique, semble aujourd'hui rencontrer un écho croissant, à mesure qu'une certaine vision traditionnelle de la modernité économiques s'effrite, libérant les fantasmes récurrents d'une disparition de la vie humaine sur la planète.

Bizarrement, alors que la société du spectacle, matrice d'un hédonisme massifié et totalitaire, paraît en passe de s'acheminer vers son ultime accomplissement, une sourde et terrible inquiétude étreint ceux de nos contemporains qui n'ont pas renoncé à penser par eux-mêmes, loin des chemins aseptisés et bien balisés du conformisme dominant. C'est que, malgré les savantes stratégies d'occultation concoctées par nos politiques, le réel - le vrai, celui qui échappe à toutes les tentatives de récupération - parvient de plus en plus à s'inviter dans la vie de ceux et de celles que l'on a essayé, depuis des décennies, de lobotomiser. Pollution galopante, épuisement des ressources énergétiques, manipulations génétiques en tous genres, nouvelles et atroces pandémies, inégalités. L'idée de progrès - qui avait été au cœur des grands récits émancipateurs ayant scandé la marche en avant du XXe siècle - menace

■1. Hans Jonas, *Le principe de responsabilité, une éthique pour la civilisation technologique*, éd. Cerf, 1990.

ruine, sur fond de montée en puissance d'une crise radicale de la représentation politique. Bref, dans la confusion et le chaos, l'on assiste à la naissance d'un sentiment aigu de déréliction face à la barbarie sans rivage qui se profile à l'horizon.

Philosophie des Lumières : la crise final ?

Nul ne s'étonnera que pareil pessimisme puisse engendrer, par un choc en retour compréhensible, la reviviscence d'un traditionalisme féroce anti-humaniste... que l'on croyait définitivement remisé dans les poubelles de l'Histoire. Inspirant nombre de revues affichant un profil idéologique clairement anti-libéral, cette philosophie de tonalité réactionnaire ne fait pas dans le détail : tirant à boulets rouges sur tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à la *Weltanschauung* des Lumières - et surtout à son désir d'arrachement à la routine stérile de la tradition -, elle exalte la soumission à un ordre naturel supposé indépassable et bienfaisant. C'est ainsi que les prophètes de ce que l'on pourrait appeler un néo-pastoralisme impuissant n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser une idéologie du développement qui serait, de par son quantitativisme patent et la rationalité purement calculatrice qu'elle véhicule, à la source de tous les maux qui nous accablent. Dans une récente livraison de la revue *L'Écologiste* - revue incarnant au plus haut point le désir de renouer avec l'âge d'or improbable de l'avant-modernité - ne lisait-on point ces phrases lourdes de sens de Serge Latouche :

« Le développement n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens comme la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement. On retrouve toujours l'occidentalisation du monde avec la colonisation de l'imaginaire par le progrès, la science et la technique. L'économicisation et la technicisation du monde sont poussés à leur point ultime. Si la rhétorique pure du développement et de l'expertocratie volontariste ne font plus recette, le complexe des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous, que l'on peut définir comme le développementisme, reste exact. »²

Les deux faces de Janus

Discours séduisant, en cela qu'il sait pointer, avec une forme d'intelligence aiguë, les schèmes idéologiques qui sont à l'origine d'une modernité ethnocide, écocide et liberticide ; mais aussi, hélas, discours classiquement anti-humaniste, épouvantablement étranger aux cris des exclus et des humiliés de ce temps, dans la mesure où sa logique intrinsèque tourne le dos à l'universalisme égalitaire qui a donné sa tonalité si originale aux grandes poussées démocratiques de l'histoire sociale du XIX^e siècle. Cer-

■2. Serge Latouche, *Le développement est-il la solution ou le problème ?*, « L'Écologiste », n°6, hiver 2001.

tes, on ne niera pas que la *doxa* développementiste ait pu déboucher, en pratique, sur une déconstruction rageuse des formes de sociabilité spontanée, communautaire des sociétés traditionnelles, avec à la clef, pour reprendre le mot si juste de Germaine Tillon, un processus de clochardisation rampante s'apparentant, par nombre de ses traits, à une sorte de suicide collectif au ralenti.

Plus conservateur que moi, tu meurs !

Mais de là à soutenir que toute stratégie de développement se traduirait quasi inéluctablement par des contre-performances économiques et sociales dramatiques, il y a une sorte de ligne jaune que l'on ne saurait franchir sans s'abandonner à la vieille quincailleurie conceptuelle du conservatisme de toujours. Qui se souvient encore, par exemple, qu'au lendemain d'un Mai 68 trahi de toutes parts, un Ivan Illitch, pape de la contestation en vogue, pouvait laisser éclater, dans une prose faussement révolutionnaire, son mépris aristocratique pour l'idéologie de l'ascenseur social :

« Plus un être a goûté à la drogue de la scolarité, plus il souffre lorsqu'il doit y renoncer. En effet, celui qui abandonne après sa septième année ressent plus cruellement son infériorité que celui qui abandonne après trois ans. A mesure que l'esprit de la société se scolarise, les individus oublient qu'il est possible de vivre sans se sentir inférieur à autrui. L'exode de la campagne vers la ville fait apparaître une nouvelle forme d'inégalité : l'infériorité sociale du péon était héréditaire, le laissé-pour-compte de l'école fait l'expérience d'une inégalité dont on le tient pour responsable. Les écoles justifient cruellement sur le plan rationnel la hiérarchie sociale dont les églises défendaient autrefois l'origine divine. »³

Autrement dit - et l'on exagère à peine ! - défendons l'analphabétisme... plutôt que de risquer d'ouvrir toutes grandes les vannes de la dialectique - honteusement démocratique - de l'envie et du ressentiment.

L'heure de l'écologiquement responsable

Face au retour en force, dans l'espace intellectuel de ce type de rhétorique *stricto sensu* anti-progressiste - rhétorique qui s'y entend à amalgamer perversément dénonciations pertinentes et apologie des lieux communs de la pire des réactions -, la tentation est grande, tournant le dos à tout radicalisme, de cultiver un réformisme bon teint, seul à même, dans les circonstances présentes, de fonder une éthique de la responsabilité conjuguant tout à la fois désir de préserver les écosystèmes et souci de pérenniser les valeurs de la révolution technologique. Prenant fort justement le contre-pied de certain néo-millénarisme ambiant, la toute jeune et séduisante problématique du *développement durable* s'inscrit, à l'évidence, dans cette perspective visant à

■ 3. Ivan Illitch, *Libérer l'avenir*, éd. Seuil, 1971.

faire évoluer en douceur le système économique actuel, de façon à rasseoir sa légitimité ébranlée et à le mettre à l'abri de la contestation dite citoyenne.

Une confusion savamment entretenue

Là où le bât blesse, c'est que cette option - réaliste, lucide, vu l'état actuel du rapport des forces en présence - ne se donne pas, la plupart du temps, les moyens, notamment théoriques, de penser un mode de développement émancipé de la dictature de la rationalité marchande, de penser un au-delà du règne généralisé de l'échange capitaliste. Jean-Marie Harribey, dans un article intitulé *Richesse et valeur dans une perspective de soutenabilité*, a bien montré ce qui interdisait à ce néo-moralisme ambigu d'être le vecteur d'une révolution culturelle de choc dirigé contre l'impérialisme de la loi de la valeur :

« Les catégories de richesse et de valeur, loin d'être obsolètes, constituent le socle théorique pour comprendre les enjeux dissimulés derrière le concept de soutenabilité et déchirer le consensus mou qui entoure le développement soutenable ou durable, dont tout le monde se réclame, des premiers pollueurs de la planète aux opposants les plus résolus du capitalisme libéral, en passant par tous les responsables politiques. Ce concept est paré de toutes les vertus sociales et écologiques depuis que le rapport Brundtland en a donné la définition : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » Pourtant, sans parler des difficultés énormes de mises en oeuvre de mesures susceptibles d'infléchir le cours du développement dans un sens moins polluant et plus équitable parce que cela heurte de front les intérêts capitalistes, il faut dire que le concept de soutenabilité dans son acception la plus fréquente, est miné par une confusion théorique rédhibitoire, celle entre richesse et valeur au sujet de la nature. Confusion que l'on aurait tort de prendre pour innocente, car c'est sur elle que s'appuient les théoriciens libéraux pour essayer de donner un semblant de légitimité à la marchandisation des ressources naturelles et à la privatisation du vivant. »⁴

Vers un libéralisme soutenable ?

Cette mise en accusation - qu'il ne saurait être question de confondre avec un refus de toute idée de *soutenabilité* - ne signifie pas, bien entendu, que, dans le contexte actuel, les différents acteurs du champ économico-social ne puissent parvenir à s'affranchir, à la marge, des dogmes mortifères du productivisme. Le fait, qu'en une époque caractérisée par l'enracinement de la vulgate néo-libérale la plus extrême, de plus en plus d'entrepri-

■4. Jean-Marie Harribey, *Richesse et valeur dans une perspective de soutenabilité*, Revue « ContreTemps », n°4, Mai 2002.

ses osent s'aventurer sur le sentier d'une croissance dite durable, apporte la preuve, s'il en était vraiment besoin, que le capitalisme est capable de maîtriser l'emballement de certains de ses mécanismes auto-reproducteurs, de donner des gages (modestes, mais bien réels) aux forces contestataires qui plaident pour l'émergence d'un nouveau système productif régulé par l'éthique.

La dictature de l'échange marchand

Pour révélatrices qu'elles soient des nouveaux et instables équilibres qui se nouent dans un espace entrepreneurial jusque-là clos sur ses fantasmes identitaires, replié sur ses valeurs purement mercantiles, ces mini-évolutions n'en doivent pas moins être relativisées, tant la philosophie qui les sous-tend reste prisonnière - et comment, d'ailleurs, pourrait-il en être autrement ? - des canons de la logique marchande.

En fait, les deux dénonciations jumelles et contradictoires qui s'articulent autour d'une part, d'un néo-traditionalisme à visée nominaliste, et d'autre part, d'un néo-réformisme citoyen, ne peuvent constituer des positionnements justes, des points d'appui efficaces dans la lutte contre les dérives de la modernité contemporaine, tout simplement parce qu'elles sont toutes deux littéralement aveugles à ce qui fait son incontournable et désastreuse spécificité : sa soumission totale à l'ordre spontané - pour reprendre une formule hayekienne bien connue - d'un échange marchand pensé comme la finalité même de notre Histoire, l'horizon intemporel de notre destin.

Ce qui doit être condamné dans l'étape historique que nous vivons, c'est moins, à notre sens, le projet quasi faustien d'arrachement au retour du même qui l'habite, le désir de désinstallation infinie qui la porte, à chaque instant, au nomadisme et au métissage des cultures, que la médiation capitaliste qui fait de tous ses choix, fussent-ils, en apparence, marqués au sceau de la liberté humaine, l'antichambre d'une réification absolue de tous les rapports sociaux. Étant parvenu grâce à la complicité de politiques ralliés à sa conception du monde inégalitaire et matérialiste, le capital monte désormais à l'assaut des derniers territoires qui lui échappaient, s'efforçant de les plier - petit coup de force après petit coup de force - à la loi d'airain de la valorisation, rebaptisée aujourd'hui, pour les besoins de la cause, *création de valeur actionnariale*.

Un univers social totalement réifié

Or, cette loi, poussée jusqu'au terme de sa logique liberticide, de sa démarche de captation des potentialités créatrices de chacun, débouche, ainsi que l'avait bien perçu Max Weber, sur un pseudo-monde social où l'amoralisme le dispute à l'aliénation la plus sophistiquée. Dans son style si éloigné des grandes flamboyances romantiques, ne disséquait-il pas, dans

son grand ouvrage *Économie et Société*, ce qui signe l'originalité d'un modèle de production entièrement dominé par le totalitarisme de cet équivalent universel et abstrait qu'est l'argent :

« La réification de l'économie fondée sur la base de la socialisation du marché suit absolument sa propre légalité objective. L'univers réifié du capitalisme ne laisse aucune place à une orientation charitable. Par contraste avec toute autre forme de domination, la domination économique du capital, du fait de son caractère impersonnel, ne saurait être éthiquement réglementée. La compétition, le marché, le marché du travail, le marché monétaire, le marché des denrées, en un mot des considérations objectives, ni éthiques, ni anti-éthiques, mais tout simplement non éthiques (...) commandent le comportement au point décisif et introduisent des instances impersonnelles entre les êtres humains concernés. »⁵ ?

Construire un futur à visage humain

Plus que jamais, alors que l'autonomisation réifiée de l'économie, selon l'expression de Michaël Lowy, en vient à menacer les fondements mêmes de l'ordre du vivant, l'urgence des urgences est à la refondation d'un Politique capable de libérer nos existences de l'impérialisme nihiliste de la marchandise. Si l'on veut faire reculer décisivement l'économisme qui désarticule toutes les relations humaines et risque de nous faire entrer dans l'avenir à reculons, il n'est guère d'autre solution que celle consistant, en une appropriation offensive des principes républicains, à faire revivre la notion de bien public, c'est-à-dire, très concrètement, à enrayer le cancer des privatisations tous azimuts qui nous empêchent de maîtriser notre destin.

Le futur aura le visage d'une humanité ayant réussi à se forger, contre l'anti-politisme régnant, les outils de sa lutte contre la barbarie... ou ne sera pas.

■ 5. Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1923, pp. 305, 708, 709.

Philippe Arondel

Alliance avec la Nature

Bertrand RENOUVIN

ancien membre du Conseil économique et social, directeur politique de «Royaliste», analyse ici le maître-livre de Catherine Chalié, *L'Alliance avec la nature*, Cerf, 1989..

La nature, c'est-à-dire la Création.

Bien avant que Spinoza n'établisse une autre équivalence (« *Deus sive natura* »), les habitants du monde judéo-chrétien ont longtemps pensé que la nature était l'acte du Dieu tout-puissant.

Qu'on la partage ou non, cette croyance a eu et continue d'avoir des effets décisifs sur notre représentation de la nature et sur les relations entre les hommes, la terre et le vivant. Le plus souvent étranger à la tradition biblique, malgré la fréquente référence au théologien protestant Jacques Ellul, le courant dominant de l'écologisme français se contente de dénoncer l'homme « prédateur » et de vénérer la « nature », sans prendre soin de lire les textes religieux et philosophiques et d'écouter leurs interprètes contemporains.

L'ignorance délibérée est compréhensible, de la part des philosophes qui récusent la transcendance religieuse telle qu'elle est conçue par les religions monothéistes et qui se réfèrent à l'idée grecque de la *phusis*. Un aveuglement volontaire est pour le moins paradoxal lorsqu'on prétend avoir le souci de l'origine et la volonté de redonner aux hommes le goût des rythmes et des gestes du passé. Du monde « ancien » ou « traditionnel », le bricolage idéologique post-moderne donne une version naïve, qui mêle un paganisme mal compris aux orientalismes de pacotille. Comparée à cette sous-mythologie, la pensée biblique de la nature reste d'une belle fécondité dès lors qu'on prend soin de prendre des guides très sûrs pour l'étudier. Ainsi Catherine Chalié, philosophe proche d'Emmanuel Levinas, qui explique ce que fut et ce que pourrait être l'alliance entre l'homme et la nature¹.

*

Pour comprendre la relation première qui s'est établie entre l'homme et la nature il faut en revenir « *au commencement* », au premier récit de la Genèse qui montre comment « *Dieu créa le ciel et la terre* ». Cet acte créateur est radicalement différent des grands mythes sur les origines et de ce qui est

suggéré dans les pensées déistes.

Dans la Genèse, c'est la parole qui est créatrice. La création n'est ni l'engendrement, ni la fabrication : elle ne découle pas d'un principe premier, elle ne résulte pas du travail d'un dieu-artisan, d'un grand architecte ou d'un dieu-horloger, selon les métaphores courantes, mais d'une parole en acte. « Dieu dit : « *que la lumière soit* » et la lumière fut. Dieu vit que la lumière était bonne, et Dieu sépara la lumière et les ténèbres. Dieu appela la lumière « jour », et les ténèbres « nuit ». Il y eut un soir et il y eut un matin : premier jour » (Gn 1, 3). Ensuite, c'est la parole divine qui crée le firmament, la terre, le soleil et les étoiles, les espèces animales, et l'être humain à Son image et à Sa ressemblance ; c'est Dieu qui nomme les choses, les animaux et l'être humain. *Tout cela est né d'une parole de l'Éternel.* (Is 66, 2). Par sa parole, Dieu sépare les éléments et distingue les diverses catégories d'êtres, assignant à chacun son ordre.

Cette création successive est ex nihilo. La création du monde comme ensemble organisé par la puissance divine se fait à partir du néant et non comme prolongement d'un dieu qui serait l'Être et l'Un. Le Dieu de la Bible est transcendant au monde, le monde est séparé de Dieu, il est radicalement autre. Dieu n'est pas la nature, la nature n'est pas Dieu.

Ce monde appelé à être comme matière mise en forme, comme vivant organisé en espèces, comme lieu d'habitation de l'homme est tout uniment bon : Dieu crée la terre et les mers, l'herbe et les arbres, les serpents et les oiseaux... enfin l'être humain (et non l'homme car n'oublions pas Gn 1, 27 : « Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il le créa, **homme et femme il les créa** »).

A chaque moment créateur « Dieu vit que cela était bon ». Mais cette bonté de la nature ne permet pas de la diviniser. Comme l'écrit Catherine Chalié (p. 53-54), « ni les cieux, ni les eaux, ni le vent ne sont divins pour autant. Et la présence de Dieu dans la nature reste d'autant plus difficile à percevoir et à penser qu'à part l'homme créé à Son image (Gn 1, 27), il n'est pas dit que la nature porte le sceau d'une quelconque ressemblance au divin même si elle est déclarée éminemment bonne (Gn 1, 31) ».

Mais il n'est pas non plus possible de déclarer que la nature est mauvaise et d'opposer l'homme, qu'on définirait par son seul esprit, à la matière. La parole divine qui crée et nomme les différents éléments naturels et qui constate leur bonté implique, en tant que telle, la bénédiction (*bene dicere*) de tout l'ouvrage réalisé.

« (...) En affirmant d'emblée le caractère positif du grand œuvre divin (Gn 1) et en appelant l'homme, créature parmi d'autres, à une vocation de responsabilité et de sainteté, [la tradition hébraïque] engage à penser que

l'abandon dans la froideur impassible d'un monde n'est ni le premier ni le dernier mot des choses. Elle enseigne plutôt que l'Alliance prend forme au cœur même de la création, qu'elle se love dans chacun de ses replis, tel le poumon de son existence. C'est donc là, sur la terre des vivants, près de ceux qui émergent à peine de cette matrice originaire comme de ceux qui la modèlent selon les normes de l'esprit, qu'il s'agit d'entendre les commandements de cette Alliance en choisissant donc la vie et non en la fuyant. » (p. 14).

Dans le monde judéo-chrétien, l'idée d'une matière hostile ou maudite est d'autant plus absurde que le récit de la Genèse précise que « *Yahvé Dieu modela l'homme avec la glaise du sol* » (Gn 2,7) avant de lui insuffler dans les narines le souffle de vie. Le nom du premier être humain, *âdam*, évoque précisément le sol, *adâma*, dont il est pétri.

La nature n'est ni divine, ni déifiable, mais elle est bénie par son Créateur. Cette bénédiction ne consiste pas à répandre de « bonnes paroles ». C'est une bienveillance active, fondée sur des dons infiniment et inlassablement généreux. La providence divine, c'est en effet ce qui pourvoit (*providere*) chaque jour au manque afin de maintenir la vie. « *Dieu dit : « Je vous donne toutes les herbes portant semence, qui sont sur toute la surface de la terre, et tous les arbres qui ont des fruits portant semence : ce sera votre nourriture. A toutes les bêtes sauvages, à tous les oiseaux du ciel, à tout ce qui rampe sur la terre et qui est animé de vie, je donne pour nourriture toute la verdure des plantes » et il en fut ainsi* » (Gn 1, 29-30).

Il n'est pas possible d'habiter le monde sans ce don premier et sans cesse renouvelé : « *Qui prépare au corbeau sa provende, lorsque ses petits crient vers Dieu et qu'ils se dressent sans nourriture ?* » (Jb 38, 41). En termes modernes, la nature n'est pas autosuffisante, ni autorégulée, ni miraculeuse par elle-même : elle n'existe que par don gracieux, par la grâce d'un Dieu certes tout-puissant mais qui demande à l'homme de participer à l'acte qui prolonge et amplifie Son œuvre créatrice.

Car l'homme modelé de glaise se voit assigné par Dieu une tâche qui implique la responsabilité de l'*âdam*, le premier humain bientôt différencié en homme et en femme. La première responsabilité, c'est le pouvoir de nommer chaque créature : sous le regard du Créateur, curieux de voir de quel nom seraient désignées les bêtes qu'Il avait créées, « *l'homme donna des noms à tous les bestiaux, aux oiseaux du ciel et à toutes les bêtes sauvages* » (Gn 2, 20). La deuxième responsabilité, c'est de continuer l'œuvre créatrice. L'*âdam* n'est pas l'être misérablement perdu dans une nature hostile et soumis à des forces qu'il divinise pour tenter de les apprivoiser, mais la créature qui reçoit pour tâche de féconder, d'emplir la terre et de la soumettre (Gn 1, 28) sans que la providence divine ne cesse de s'étendre à l'ensemble de la création comme il est dit au Livre de Job (39, 13-18) : « *L'aile de l'autruche peut-elle se*

comparer au pennage de la cigogne et du faucon ? Elle abandonne à terre ses œufs, les confie à la chaleur du sol. Elle oublie qu'un pied peut les fouler, une bête sauvage les écraser. Dure pour ses petits comme pour des étrangers, d'une peine inutile elle ne s'inquiète pas. C'est que Dieu l'a privée de sagesse, ne lui a point départi l'intelligence. Mais sitôt qu'elle se dresse et se soulève, elle défie son cheval et son cavalier ». Prolonger l'œuvre divine, c'est aussi, pour l'homme, prendre soin de la nature et de chacune de ses créatures vivantes ou à naître. Pas d'alliance avec la nature sans amour de la création.

Dieu, la nature et l'histoire

C'est ainsi que se définit l'alliance nouée par Dieu avec l'homme et avec la nature, que Yahvé précise à Jérémie en ces termes : « *Si vous pouvez briser mon alliance avec le jour et mon alliance avec la nuit, de sorte que le jour et la nuit n'arrivent plus au temps fixé, mon alliance aussi sera brisée avec David mon serviteur, de sorte qu'il n'aura plus de fils régnant sur son trône, ainsi qu'avec les prêtres lévites, mes ministres. Comme l'armée des cieux ne peut être dénombrée, ni le sable de la mer compté, ainsi je multiplierai la postérité de David mon serviteur et les lévites qui avec elle assurent mon service* » (Jr 33,19-22). « Ce qui, commente Catherine Chaliier, ne revient pas seulement à annoncer à l'homme que le Dieu de la nature et le Dieu de l'histoire sont un seul et même Dieu, ce qui est aussi lui enseigner, comme le rappelle quotidiennement la prière du *Chaharit*, "l'ineffable unité de Dieu comme l'union de la sainteté transcendante et de la gloire immanente" » (p. 59-60).

Un monde dés-enchanté.

Dans l'histoire du monde judéo-chrétien, la conception biblique de l'Alliance provoque un bouleversement que les récits et les fantasmes post-modernes tentent d'effacer.

L'Alliance entre Dieu et l'homme, entre Dieu et la nature, entre l'homme et la nature implique une double opération de désenchantement et de déracinement, dans la mémoire de l'Origine (la création du monde par Dieu) et dans la libre volonté humaine de continuer historiquement l'œuvre créatrice.

Croire en Yahvé c'est regarder le monde tel qu'il est, la nature telle qu'elle est : l'œuvre du Dieu transcendant, qui a peuplé le monde de ses créatures mais qui n'y habite pas. Dès lors, le monde est à jamais dés-enchanté : il ne peut plus être la demeure de dieux nichés dans les bosquets, apparaissant comme source, fleuve ou tonnerre. Les mythes conservent

leur beauté, gardent leur part de vérité quant à l'expérience humaine, rien qu'humaine, mais perdent leur signification religieuse. Telle est la « démythologisation » soulignée par Catherine Chalié en référence aux travaux de Jean-Pierre Vernant. Croire aux mythes, même de façon très relative, c'est craindre la nature au point de ne pas oser y toucher puisqu'elle est sacrée : Erysichthon taille à la hache dans le bois de Déméter et provoque la colère de la déesse ; Lycurgue tue son fils Dryas en croyant tailler une vigne ; Phylacus rend son fils impuissant en croyant, lui aussi, tailler une vigne...¹

D'où l'opposition, dans la Grèce ancienne, entre les métiers de l'artisanat et l'agriculture :

« L'activité de l'artisan appartient à un domaine où s'exerce en Grèce une pensée déjà positive. L'agriculture reste au contraire intégrée à un système de représentation religieux. L'aspect technique et instrumental du travail ne peut y apparaître : entre l'effort humain et son résultat, la distance, temporelle et technique, est trop grande. L'essentiel se produit dans ce que M. Dupréel appelle « la collaboration de l'intervalle », qui met en jeu des conduites religieuses. Le travail de la terre ne prend donc pas la forme d'une mise en œuvre de procédés efficaces, de règles de succès. Il n'est pas une action sur la nature, pour la transformer ou l'adapter à des fins humaines. Cette transformation, si même elle était possible, constituerait une impiété. Il est une participation à un ordre supérieur à l'homme, tout à la fois naturel et divin. C'est dans ce contexte religieux que l'aspect d'effort, dans le travail agricole, prend une signification particulière : l'affrontement de la tâche imposée, l'occupation dure et tendue acquièrent valeur et prestige dans la mesure où ils établissent avec la divinité un rapport, une sorte de lien réciproque. Le travail peut alors apparaître en contrepartie des exigences et de la justice divines comme mérite, au sens le plus général : *arété*. Il y a là un thème qui vient équilibrer, dans la réflexion morale de la Grèce, l'affirmation de la supériorité de la pensée pure sur l'action.

Pas plus que ses aspects instrumentaux et techniques, la portée économique du travail ne se manifeste clairement dans ce type d'agriculture. L'*oikos* devant suffire à tous les besoins familiaux, l'autarcie reste l'idéal de la vie paysanne. Les fruits de la terre destinés à être consommés sur place s'opposent aux valeurs économiques de « circulation ». Là encore, le travail fonde plutôt un échange personnel avec la nature et les dieux qu'un commerce entre les hommes ».²

Dans le monde désenchanté, l'homme, n'en déplaît aux tenants d'une tradition fantasmée, est appelé au déracinement : « *L'Éternel avait dit à Abraham : Éloigne-toi de ton pays, de ton lieu natal et de la maison paternelle et va au pays que Je t'indiquerai* » (Gn 12, 1). Les Hébreux, comme plus tard les

■ 1. Cf. Jean-Pierre Vernant, *Mythe et pensée chez les Grecs*, La Découverte, 1990, p. 282, note 40.

■ 2. Jean-Pierre Vernant, op. cit. *Travail et nature dans la Grèce ancienne*, p. 281-282.

chrétiens et les musulmans, sont un peuple en marche, un peuple qui progresse sur le chemin de l'histoire qu'il trace lui-même mais sous le regard bienveillant de Dieu. Catherine Chalié montre bien ce progrès historique, qui commence dès les premiers moments de l'aventure humaine, lorsque l'homme s'arrache à la nature :

« En Abraham s'opère la transition qui mène de la nature à l'histoire. Or ce passage implique d'abord la capacité à quitter une terre natale, un sol aimé car familial et un lieu qui garde encore le souvenir de ses ancêtres. [...] L'entrée dans l'histoire est donc solidaire du dur apprentissage de l'exil et de la nécessité d'expérimenter au plus intime de soi le sentiment d'étrangeté sur la terre. Comme s'il fallait donc en finir avec la tentation de se définir par rapport à l'éon d'un lieu particulier, à la fierté de le circonscrire par son travail et à la certitude d'avoir droit de s'installer et de prospérer là, précisément là, sans autre souci que de faire fructifier un espace balisé par les coudées privilégiées d'une naissance. Abraham sort de ce rêve où s'installent ceux qu'aucune voix impérative ne vient déranger parce que d'ores et déjà ils ont décidé de ne rien entendre d'autre que ce qui leur convient et qui les satisfait » (148).

Habiter le monde

Dans la civilisation monothéiste, l'éco-logie (le savoir-habiter, comme on dit le savoir vivre) semble paradoxale. Pour les hommes qui écoutent la parole divine, le fait d'habiter n'implique pas que l'on se fixe à jamais en un lieu, pour y vivre comme les Grecs sur le mode autarcique. Ils s'agit, comme Dieu le commande, d'habiter le monde, de peupler la terre, de l'humaniser au lieu de la laisser à son désert : « Dieu les bénit et leur dit : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-là ; dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre ». Dieu dit : « Je vous donne toutes les herbes portant semence, qui sont sur toute la surface de la terre, et tous les arbres qui ont des fruits portant semence : ce sera votre nourriture » (Gn 1, 28-29).

Dominer ne signifie pas exploiter sans merci. Consommer n'est pas consumer. Soumettre n'est pas détruire. Cette différence d'attitude est tout bonnement logique – elle procède d'une logique de l'habitation, d'un processus raisonné d'humanisation du monde. Le croyant ne peut se croire autorisé à détruire, puisqu'il anéantirait divers éléments d'une création déclarée bonne. Aussi doit-il écarter deux tentations - la divinisation naïve autant que l'exploitation profitable - afin de maintenir son alliance avec la nature sans cesser de rendre gloire à Dieu pour sa beauté.

Rompre avec une existence végétative, avec une contemplation vide

des choses immanentes, cela « ne signifie pas le rejet de cette nature, l'oubli de sa part de splendeur et le mépris de son ordre grâce auquel vit toute chair, mais, plus décisivement, le désir, inouï sans doute, de la voir participer de l'histoire sainte, tel un partenaire qui souffre des défections de l'homme ou qui s'élève avec lui, tel donc ce qui attend l'incandescence issue du verbe saint » écrit Catherine Chalier (p. 150) qui remarquait auparavant que

« la bénédiction (*berakha*) devant les beautés de la nature a (...) pour objet de sauver ces beautés de leur mutisme, de les élever à la signification en sachant les recevoir comme un don, c'est-à-dire en se souvenant qu'elles furent bénies par le Créateur avant même que l'homme soit. Cependant, selon les Sages, ce n'est pas le spectacle de la beauté qui suscite la bénédiction, l'oreille de l'orant est tendue vers le lointain murmure d'ordre éthique qui sourd de cette beauté. Or que dit ce murmure sinon que la sainteté dépend aussi de l'homme ? Que dit-il d'autre sinon que sans lui cette sainteté n'émane pas des choses immédiatement en s'imposant comme s'il s'agissait du lumineux et du sacré qui font frissonner la crainte, qu'elle reste au contraire tributaire des hommes ? [...] L'homme doit animer de son souffle et de son intelligence les lettres carrées du Livre, il doit les interroger et les solliciter jusqu'à faire advenir à la clarté du langage et de la transmission le pouvoir de signification qu'elles recèlent et qui n'est pas encore déployé. Sans lui, sans l'unicité créatrice de chaque lecteur qui veille sur le texte et déploie la face cachée du sens que lui seul peut-être devrait révéler, les lettres continueraient de faire signe mais leur sens resterait un sens perdu. De façon similaire il faut que chacun sanctifie la vie pour que la sainteté qu'elle recèle au plus secret d'elle-même se révèle. Sans l'homme qui, devant la beauté par exemple, bénit et se souvient qu'elle est un pâle reflet de la source de toute beauté, nulle sainteté n'émergerait d'emblée des choses pour se livrer à l'immédiateté d'un regard et s'imposer dans la fulgurance d'une évidence qui saisirait une conscience sans qu'elle puisse songer à lui résister. » (p. 85-87).

L'économie sabbatique

Dieu se repose le septième jour. Les juifs et les chrétiens font de même, mais les premiers observent le chabbat tous les samedis, tous les sept ans et tous les quarante neuf ans. Telle est l'injonction divine : « *Lorsque vous entrerez au pays que je vous donne, la terre chômera un sabbat pour Yahvé* » (Lv 25,2). S'établit ainsi une économie sabbatique³ qui procède de la lecture de la Thora, qui renouvelle l'alliance entre l'homme et Dieu et en même temps, ou plus exactement dans le même rythme temporel, l'alliance entre l'homme et la nature. Car ce ne sont pas seulement des humains, les fils d'Israël, qui se reposent à des moments précisément fixés. Comme ils cessent de semer et de récolter, c'est aussi la terre qui se repose et toutes les bêtes,

■ 3. Cf. Raphaël Draï, *L'Économie chabbatique*, Fayard, 1998 et ma présentation de cet ouvrage dans *Royaliste*, n° 725 : « La joie de la délivrance ».

sauvages et domestiques, de la création.

Le repos général est tout le contraire du « droit à la paresse » proclamé au XIX^e siècle par des anarchistes. Le chabbat est mémoire, oraison et réparation. Mémoire du don fait par Dieu de la terre nourricière et des animaux. Oraison car le chabbat est jour de prière. Et réparation parce que, comme le souligne Raphaël Draï, les jours et les années sabbatiques libèrent les hommes du travail auxquels ils ont été astreints. Mais le chabbat ouvre également sur l'économie car il organise la production, conçue comme création continuée, et marque des pauses qui permettent aux hommes de ne pas devenir des machines productives. L'économie sabbatique rappelle aussi que la nature, la terre cultivée et les animaux ne sont pas la propriété des hommes, qui seraient libres d'en user et d'en abuser, mais le don gratuit de Dieu. Travailler la nature afin de la soumettre n'est donc pas l'épuiser, au contraire. L'économie sabbatique se confond avec l'écologie, elle introduit à ce qu'on appelle pompeusement la science du milieu. Pour les Hébreux, l'économie se fonde non seulement sur une connaissance de la nature mais avant tout sur la reconnaissance du don divin et du principe de justice (la *tsedaka*) donc sur des actes et des principes transcendants à toute intention scientifique ou savoir supposé.

De manière plus profonde encore, l'homme qui vit le temps du chabbat est tout à la fois l'orant tourné vers Dieu et l'homme attentif à cette « pulsation intérieure de la terre » qu'évoque Catherine Chaliel : « Le *Chabbat Haaretz*, comme le dit le rav Kook, le Chabbat de la terre, irait à la rencontre de cette pulsation par l'ascèse qui retient le geste prêt à ensemençer, à tailler, à couper et à vendanger. Car il faudrait ce retrait, cet interdit porté sur les mouvements des corps prompts à transformer la nature et à s'en approprier les fruits, pour que l'homme se mette à l'écoute de cette pulsation et qu'il réalise que la création n'a pas eu lieu une fois, dans le temps avant le temps du cosmos, mais qu'elle se produit continuellement, à chaque instant de ce temps, à chaque minute du monde qui passe et qui se renouvelle » (p. 107).

L'homme de la Bible n'oublie pas enfin que, dans le temps du travail comme dans celui du chabbat, il reste sous la protection divine comme l'ensemble du monde créé. Car il faut bien manger, tout de même, pendant les années sabbatiques ! Yahvé en donne l'assurance : « *Le sabbat même de la terre vous nourrira, toi, ton serviteur, ta servante, ton journalier, ton hôte, bref ceux qui résident chez toi. A ton bétail aussi et aux bêtes de ton pays tous ses produits serviront de nourriture* » (Lv 25 6-7). Tout est à la grâce de Dieu, mais la providence divine n'est pas, sauf en quelques moments critiques, une distribution miraculeuse de nourriture : sur le rythme septennal, les vignes ne sont pas laissées au repos la même année que les

champs et les travaux d'entretien (par exemple ôter les pierres d'un champ) sont licites. L'économie n'est pas un productivisme de chaque instant : elle a ses cycles comme elle a ses rythmes qui orientent l'homme pieux vers la sainteté. Pour Catherine Chalié, « il n'y a de sainteté que pour celui qui sait sanctifier la terre et le temps non seulement grâce aux mots des bénédictions porteurs de la mémoire d'un Créateur à ce monde mais aussi, et surtout selon l'enseignement prophétique, grâce à la justice et à l'intégrité de sa conduite » (p. 87).

Sur un étonnement

Au cours de cette lecture de la Bible, les lecteurs chrétiens ou familiers de la culture chrétienne ont certainement établi maintes correspondances avec l'Évangile, les docteurs de l'Église et les philosophes nourris de théologie chrétienne. Plutôt que d'accumuler les citations, je me contenterai d'évoquer les procès d'animaux qui étonnaient tant Luc Ferry lorsqu'il croisait le fer avec les tenants de l'écologie profonde⁴.

En 1545, les habitants de Saint-Julien, en Maurienne, avaient intenté un procès contre les charançons qui mettaient à mal leurs vignes. Efficacement défendus par un avocat choisi par le juge épiscopal, les « amblevins » avaient gagné la partie car leur défenseur avait fait valoir au tribunal que ces insectes, créatures de Dieu, avaient les mêmes droits que les hommes à se nourrir de végétaux. Le procès fut repris quarante deux ans plus tard et, cette fois, un compromis fut trouvé aux termes duquel les vignerons devaient trouver aux amblevins un lieu de suffisante pâture afin qu'ils puissent, sans s'exposer à la famine, quitter le vignoble. D'autres procès furent intentés à des sangsues, rats et autres scarabées, en France et hors de ce royaume, toujours dans le strict respect de la procédure judiciaire.

Luc Ferry s'étonne de ces jugements. L'éminent lecteur de Kant y voit d'« obscures pratiques » qui ternissent la beauté médiévale et croit découvrir un « abîme » entre le sérieux du « rituel » évoqué et l'impression « comique » qui saisit les esprits modernes : « il nous paraît tout simplement insensé de traiter les animaux, êtres de nature et non de liberté, comme des personnes juridiques » (p. 19). C'est insensé si on enferme la religion dans les limites de la simple raison ; mais la raison qui refuse de connaître les préceptes raisonnables d'une religion s'assigne des limites qui atténuent sa rationalité. Les injonctions divines, dès lors qu'on les accepte comme autant d'impératifs catégoriques, permettent de fonder en raison l'alliance de l'homme avec la nature et, pour reprendre un concept kantien, le respect dû aux animaux.

Pour les juifs et les chrétiens, l'amour de la nature et l'attention portée

■ 4. Luc Ferry, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Grasset, 1992.

aux animaux n'est pas insensée et l'alliance continue d'apparaître comme une sagesse rigoureusement fondée dans le respect équilibré des hiérarchies : la nature n'est pas Dieu mais l'œuvre de Dieu ; la nature n'est pas bonne par elle-même ni pour l'homme⁵, mais c'est l'homme qui rend bienfaisant ce que Dieu a voulu ainsi ; l'homme ne déifie pas la nature mais chante en sa présence la gloire de Dieu ; les animaux ne sont pas à égalité avec les hommes mais appartiennent à la Création et peuvent entendre la parole divine comme le rappelle Catherine Chalié :

« Un *midrash* ne raconte-t-il pas qu'au Sinaï, après le fracas initial, c'est dans le silence qu'Il parla, que le monde entier fit silence pour L'écouter, que les animaux se turent, que les oiseaux cessèrent de chanter et que le vent retint son souffle ? » (p. 85).

Une société qui aurait rompu avec la transcendance religieuse et qui aurait oublié les commandements de Dieu pourrait au moins s'inspirer de la sagesse biblique pour apprendre comment vivre avec la nature, à défaut de savoir pourquoi.

■ 5. « La nature ne protège pas l'homme contre l'homme » Pascal.

Bertrand Renouvin

À propos d'*Arcadie*,
de Bertrand de Jouvenel

Émile second

Jean Sur

formateur et philosophe, commente ici la nouvelle édition de l'ouvrage de Bertrand de Jouvenel, *Arcadie, Essais sur le mieux-vivre*, Paris, Gallimard, Collection Tel, 2002.

Une ex-ministre socialiste assignait au gouvernement de la République, entre autres tâches urgentes, celle d'aider les citoyens à « gérer leurs sentiments. » Bien vu ! Les fluctuations de l'âme, la perplexité de l'esprit, l'incertitude, l'émotion, le trouble, sans parler - *horresco referens* - du monstrueux dysfonctionnement que constitue la narquoise indifférence à l'argent sont autant d'insultes à l'humanisme de la modernité et aux wagons de dollars qui s'y investissent. Nul ne peut, sans indignité, s'exposer à ces tentations latérales qui détournent le regard des valeurs, des objectifs et des comportements que désigne, avec une admirable pédagogie, l'emboîtement d'instances nationales, européennes et mondiales qui nous soutient dans l'être, et que relaient, avec le désintéressement qu'on sait, tant d'esprits dûment estampillés. Revenez vite, Madame ! Après la ceinture de sécurité, enseignez-nous la minerve de liberté ! Elle nous protégera de cette légèreté citoyenne que votre vigilance maternelle voit progresser dans nos esprits plus dangereusement encore que le sida en Afrique, ou la veulerie dans les médias.

Le sous-titre « Émile second » fait référence à la fois à l'essai de Jacques Berque *L'Orient second* (Paris, Gallimard, 1970) et à un recueil de poèmes d'Adonis, dont il fut le maître et l'ami, *Soleils seconds* (Paris, Mercure de France, 1994). Il est infiniment souhaitable qu'Émile second ait accès aux œuvres de ces deux auteurs qui, l'un et l'autre, refusant à la fois la tentation de la nostalgie et toute espèce d'allégeance aux dogmes de la modernité, défient avec intrépidité le cynisme du temps

Sans minerve, pas de sagesse. Bertrand de Jouvenel n'en portait pas. La vision du monde, la culture, l'écriture elle-même de ce bourgeois de grande tradition, fils de ministre et familier des écrivains, ne laissent aucun doute sur ses origines. Il semble pourtant ne s'y être jamais laissé enfermer, comme touché par une grâce particulière qui écartait de lui non seulement les somnambules instincts de classe et les épaisses solidarités des compagnons de *doxa*, mais encore les complicités attiédissantes que tricote entre de petits tempéraments la supériorité supposée d'avoir entrevu quelques livres. Vivre et penser ainsi, il est vrai, n'est guère raisonnable : c'est cette incertitude qu'on veut épargner à la jeunesse quand, à cor et à cri, on lui promet des *repères*, comme si le désir du voyageur lui venait des bornes kilométriques qui défilent plutôt que de la femme qu'il rejoint ! En ce sens, et en tous les

sens, Jouvenel est le contraire d'un *borné*. Le mauvais garçon qui ne se sentirait qu'une sympathie limitée à l'endroit de la bourgeoisie devrait, à cause de lui, en convenir : un *bourgeois libre*, c'est une rareté, pas un oxymore !

Cet homme a aimé la liberté, les gens, le vaste monde, tout ce qui empêche de pousser rationnellement sa vie de case en case, comme les oies sur le jeu du même nom. C'est un aventurier, il a dû souvent se sentir seul. Il lui est arrivé d'accrocher son rêve à une illusion, à une lubie, à un mauvais jugement, à un instant de colère. Il connaît les errements et les erreurs. On rapporte que mai 68 l'a enthousiasmé. On devine pourquoi en lisant *Arcadie*, où sont réunis des textes de la décennie précédente. Son Mai, on s'en doute, ressemble peu à celui des meneurs de l'époque qui ont tellement raison d'en avoir tout oublié : il ne s'agissait pour eux que d'un épisode sévère de flatulence du moi.

Pas pour Jouvenel, qui, à l'époque, a déjà senti un certain nombre de choses. Par exemple, que le rêve d'une démocratie à la Rousseau est terminé. Qu'Émile ne trouvera plus un refuge selon son cœur. Que parler de peuple quand les gens ne se rencontrent plus qu'au bureau ou dans les trains de banlieue, quand le loisir est une débandade, le monde un gigantesque organigramme, c'est de la triche. À ce néant machinique, sans doute faudrait-il opposer un peu de démocratie : comment faire quand les cerveaux eux-mêmes sont passés en automatique ? Quand les préoccupations des dirigeants ne diffèrent plus en rien de celles des dirigés ? Quand, du haut en bas, on n'a plus à se soucier d'élargir son esprit et son cœur, mais seulement d'accroître ses performances ? Quand, mis à part l'argent et la dépense idiote, rien ne distingue plus les grands des petits ? Quand le sommet ne s'interroge pas plus que la base sur le sens de cette frénésie brutale ? Où est-il, le souci socialiste de créer entre les hommes les conditions d'une vraie communauté ? Où est-elle, la gauche non chrématistique ?

Personne ne rêverait plus d'Arcadie ? Mais si ! Tandis que les géôliers, enfermés dans le local des relations humaines, s'entretiennent de leurs avancements comparés en échangeant de fins sourires de mépris, le rêve refoulé sape en douce les fondations de la prison. Être ici, être là, qu'importe quand la liberté et la captivité ont le même goût, quand on se sent aussi incapable de rester un instant en place que de savoir où il faudrait aller ? Nous sommes devenus des «nomades dociles», dit Jouvenel. Oui : une cohorte d'aveugles déplacés au gré d'intérêts auxquels ils ne veulent rien comprendre, de crainte d'avoir à tout refuser, à tout casser au hasard à grands coups de canne rageurs. Heureusement que le rêve est là, qui porte toute cette misère à son incandescence et, la rendant, du même coup, irréfutable et intolérable, ouvre la porte secrète de l'espérance. Si-

non ? Traîner sa vie dans le double opportunisme du producteur et du consommateur ? Pourquoi ? Pour qui ? Il y a quarante ans, déjà, les mêmes questions... Et après quatre décennies, quel progrès ? Mais gigantesque ! On a compris que l'angoisse était la petite sœur du rêve, la petite cousine de la révolte : des cellules psychologiques omnivores sont prêtes à digérer les récalcitrants. Ils pourront y parler de tout, de leurs aïeux, de leur sexe, et même de leur juste colère, cette faiblesse acceptable si elle reste une affaire privée et si on sait la *positiver* !

Il ne s'agit pas d'être juste, jeunes gens, il s'agit de s'*ajuster* : « Le problème du bien-être individuel quant aux rapports sociaux est un problème d'ajustement. » Et les intellectuels s'y emploient, encore et toujours prédicateurs de vertu et de droits de l'homme quand il s'agit des sociétés pauvres, encore et toujours bénisseurs des puissants dans les pays riches. Et les ballots solennels préposés à la communication de nous préparer à nous extasier devant les nouveautés de la technique maquées par la finance ! Et l'humanitaire, tout fier de sa myopie, de continuer à découper ses tranches d'aliénation ! Dire que, dans son discours d'adieux de 1961, Eisenhower, ce progressiste fameux, mettait en garde la nation américaine contre le danger qu'elle courait : devenir « captive d'une élite scientifico-technologique » ! On a bien travaillé depuis. Rien ne sera épargné, et pas plus l'ensemble naturel que l'ensemble humain. Auguste Comte avait tort, et il avait raison. Il avait tort de voir dans la domination de la nature un dérivatif assez puissant pour détourner les hommes de la guerre, mais il avait raison d'affirmer que le progrès technique est de même source que la volonté impérialiste, ce que ne démentiront pas les sociétés d'outre-mer qui en ont été ébranlées et jetées dans d'insolubles contradictions. Et qui ont éprouvé la pertinence de cette belle définition de l'esprit barbare qu'on trouve dans *Arcadie* : « La méconnaissance des intérêts lointains les plus concrets [*qui*] va de pair avec le mépris des charmes immédiats ».

*

On a raison de voir en Bertrand de Jouvenel un précurseur de l'écologie : il est même l'inventeur du terme *écologie politique*. Mais il ne ressemble guère à nos modernes écologistes. Pour eux, la nature est tout à la fois un facteur déterminant de l'avenir de l'humanité, l'accompagnement précieux de l'existence des humains, l'élément central de leur cadre de vie, une source de suggestions et d'émotions à leur disposition : mais elle demeure un *environnement*. Pour nos écologistes, il serait prudent de ménager la nature comme il est prudent de ménager son cheval, ou son ordinateur, si l'on ne veut pas se passer prématurément de leurs services ; comme il est prudent de surveiller son toit pour ne pas encombrer ses héritiers d'une ruine. En ce sens, le discours moderne de l'écologie est plus consensuel qu'il n'y paraît. D'une

part, il semble plonger ses racines dans la terre féconde d'un bon sens ancestral ; d'autre part, les gronderies et les réprimandes qu'il adresse à l'esprit et aux manières de l'époque laissent entendre que c'est à ses vilains comportements qu'il s'en prend, non pas à la vision du monde qu'elle véhicule. Il n'est pas certain que cette écologie-là laissera beaucoup de traces dans l'histoire de la pensée ; dans la chronique de l'opportunisme politique, par contre, les écologistes auront droit, eux, à plus d'une mention.

Jouvenel n'est ni un surintendant des parcs et jardins, ni un modérateur es-fumées industrielles. Pour lui, le débat se situe d'emblée non seulement au-delà de l'actualité, mais aussi au-delà de l'efficacité immédiate. La question de la nature pose à l'homme la question de sa propre nature. Qu'est-ce donc que la nature, en effet ? Un ensemble de ressources renouvelables, un garde-manger, un réservoir ? Un bas de laine collectif d'oxygène et de poésie pour oublier les duretés de la semaine ? Une consolation pour nostalgiques ? Une réserve pour circuits touristiques ? Après la femme comme repos du guerrier, la nature comme repos du producteur ? Chez Jouvenel, la nature prend la majuscule. Elle vit de sa vie propre mais, comme dans l'intuition taoïste des *dix mille êtres*, elle est liée de façon intime à l'humanité. Elle est le miroir de son mystère. Elle dit la limite de l'homme, et l'au-delà de la limite. Elle dit la splendeur et le terrible. Elle n'est pas séparable de l'homme ; elle lui met sous les yeux son origine, son destin périssable, l'immensité de son désir. Ce qui grandit la nature grandit l'humanité, ce qui meurtrit la nature meurtrit l'humanité : chacune parle de l'autre en une indéfectible solidarité métaphysique.

Aussi, pour Jouvenel, les dommages inouïs que nous infligeons à la nature sont-ils, avant tout, le signe des dommages que nous nous infligeons à nous-mêmes : il faut que nous ayons une idée bien courte et bien mesquine de notre présence au monde pour traiter la nature de la sorte. Le prétendu réalisme est très peu réaliste quand il croit pouvoir résoudre la question de l'écologie comme celle des feux de forêts : par une vigilance toujours en éveil. Dans le cas de l'écologie, en effet, tous les pompiers sont pyromanes. «Autant la rationalité, écrit Jouvenel, piétine dans la Nature ce qui n'est pas ressource productive, autant elle néglige dans la vie humaine ce qui n'est pas besoin susceptible d'être satisfait par la production. Elle schématise tout autant l'ensemble humain à servir que l'ensemble naturel traité en serviteur.» La question de l'écologie débouche donc, chez Bertrand de Jouvenel, sur une contestation radicale de l'esprit de la modernité et sur un refus absolu de la volonté de puissance qui en est le moteur, et qui dénature, les uns après les autres, tous les aspects de l'existence humaine, de l'intime au collectif, de la pensée à la pratique, de la chair à l'esprit. On ne

s'étonnera pas que Jouvenel ne propose pas de solutions *concrètes* : la mise en danger de la nature n'est pas un problème technique à résoudre, c'est un signal à nous adressé. Comme si la nature nous demandait : « Mais qui êtes-vous donc ? »

Parce qu'il greffe sa réflexion sur une vision forte de la vie, Jouvenel dispose d'une extraordinaire capacité d'anticipation, d'une prescience étonnante des *futuribles*. On sait, à l'opposé, ce que valent les prédictions des économistes, des sondeurs, des politologues et autres météorologues de l'opinion : moins que celles des cartomanciennes qui, elles, n'ont pas perdu leur bon sens. Aussi, plus encore qu'un précurseur de l'écologie, faut-il voir en Jouvenel un prophète de la modernité, un prophète lucide et anxieux. Par quelque côté qu'il envisage cet avenir qui est devenu notre présent - la perspective écologique, la critique des élites, la réflexion sur l'urbanisme, la méditation sur l'homme moderne - sa pensée semble en état d'équilibre instable, comme si elle chancelait au bord d'un gouffre. Il devine que le monde est prêt à basculer, que ses propres repères seront menacés, sinon dans leur essence, du moins dans leur statut, dans leur expression, dans leur pouvoir, dans leur situation historique. Il sait que rien n'échappera à la remise en question, surtout pas ce qui se réclame trop vite de la protection de l'éternité, ces valeurs sûres qui sont, comme l'a bien vu Maurice Bellet, le refuge ultime de la volonté de puissance.

J'ignore si Bertrand de Jouvenel est allé défiler en compagnie des futurs champions du cynisme pour tous, des gosses de riches avides d'avidité qui deviendront, comme il est naturel, les Pères la Sagesse et les Gueules la Morale d'une société que leur prétention méprisante aura anesthésiée. Peu importe. Toutefois, quelque respect qu'on éprouve pour cet homme, il est maintenant nécessaire d'aller plus loin que lui. S'il avait déjà compris ce que beaucoup d'entre nous commencent à peine à saisir, il n'avait pas mesuré la profondeur du mal. Il avait superbement repéré le cancer : il n'avait pas vu qu'on était déjà en phase terminale. À moins que ce raffiné n'ait reculé devant un diagnostic qui eût mis en danger les fondements mêmes de son être, qu'il n'ait voulu croire qu'entre le braillard simulacre de jeunesse qui encombrait les rues et toute cette culture en lui accumulée, une passerelle miraculeuse serait jetée...

Il est passionnant de suivre dans ses textes les chemins opposés de la lucidité et de l'angoisse. Quelle tentation d'idéalisme, parfois, dans cet esprit si intrépide ! « Comme notre pouvoir sur les facteurs naturels s'accroît, il devient urgent de les considérer comme un capital. » Mais voyons donc ! Il n'est pas dupe, bien sûr, et trop beau styliste pour ne pas introduire dans l'expression de chacun des vœux pieux qu'il forme - sans trop y croire - pour l'avenir, quelque conditionnel désenchanté, quelque interrogation négative

fausseté naïve, quelque modestie plus que dubitative. «Je pense à une éducation qui ne serait pas une simple transfusion de savoir, mais une véritable formation». Ou : «Des sociétés qui ont les moyens d'envoyer un homme sur la lune n'ont-elles pas la capacité de faire vivre les hommes plus aimablement sur terre ?» Ou encore : «J'aurai rempli mon dessein si j'ai intéressé au but qui me paraît devoir être celui des hommes d'aujourd'hui : mettre l'efficacité du travail au service de l'aménité de la vie.» Et même ce gros soupir désabusé : «Les hommes pratiques ont à présent besoin de rêves à réaliser.»

À se laisser convaincre par les analyses d'*Arcadie*, d'autant plus fortes que tenues à distance par l'élégance de l'écriture et la modération du ton, on se surprend à attendre l'instant de folie salutaire, l'explosion de révolte libératrice. «Enfin, ce Jouvenel, il va finir par l'avouer, oui ou non, que tout cela n'est pas une crise ordinaire et que ce délire ne relève pas de la pharmacopée traditionnelle ? Il va le dire, oui ou non, que quelque chose est fini, et donc que quelque chose commence ?» Il ne le dit pas. Il aurait peut-être aimé. Il se tient comme au sommet du monde ancien. Comme accroché au mât du navire qui coule. Est-ce la fidélité qui le paralyse, la peur, un reste d'absurde confiance ? Position terrible et ambiguë.

*

Trop tôt. C'était trop tôt. On pouvait encore, il y a quarante ans, cibler ses refus en se persuadant qu'il restait des *zones libres*. Quand Jouvenel parle de «barrages pour retenir le flot humain», de «fichiers pour classer les familles», de «couveuses de travailleurs», c'est à la pitoyable architecture des banlieues qu'il s'en prend, non pas à l'ordre social lui-même. La brutalité managériale n'a encore pris totalement possession ni de la vie publique, ni des consciences. La chance de notre société, expliquait-on alors, c'est d'être un gruyère, pas un cantal : il y a des trous, des niches, des refuges à partir desquels des contre-offensives peuvent être lancées. Rien n'était définitivement condamné. Il y avait, en vrac, De Gaulle, Mendès, le tiers-mondisme, les luttes d'indépendance, des généraux qui refusaient la torture ; le parti communiste savait ce qu'il voulait, les syndicats à quoi ils servaient ; les écrivains célèbres devaient leur influence à leur talent et plusieurs montraient du courage ; sans compter Vatican II, les débats des chrétiens, mille autres événements politiques, sociaux, culturels qui ne semblaient pas, pour l'essentiel, devoir leur existence à autre chose qu'aux convictions et aux analyses des militants. Toutes les bâches du cirque de la représentation n'avaient pas été déroulées ; toutes les idées n'étaient pas passées sous contrôle bancaire. Dans les bons et les mauvais jours, la vie sociale était encore *pour de vrai*.

Bertrand de Jouvenel pouvait hésiter devant un diagnostic radical :

nous, nous ne le pouvons plus. Peu importe quel nom nous donnons à cette chose que nous avons laissée croître, et qui étrangle les existences individuelles comme la vie collective. Chape de plomb, esclavage moderne, aliénation ? Tant pis pour la virtuosité de l'analyse, tant pis pour la volupté d'une nostalgie délicieuse, d'une Apocalypse sur mesure qui eût, à bon droit, agacé Jouvenel. Que les experts expertisent : nous n'échapperons pas à une sérieuse empoignade non seulement avec ce qu'on nous a appris à penser, mais surtout avec les arrangements que nous avons passés tantôt avec l'ordre, tantôt avec le désordre. Ne pas se laisser transformer par ce qu'on a vraiment compris : c'est cela, trahir. Le rocher barre la route ; le convoi ne passera ni par le ravin ni par la montagne.

*

Rien d'anecdotique dans la pensée de Jouvenel. Derrière l'économiste, l'essayiste, un homme qui s'interroge droitement sur lui-même, sur les autres, sur l'avenir. La moindre des politesses nous oblige à nous montrer aussi sincères que lui. Quarante ans après, les édifices qu'il voyait chanceler sans oser s'avouer qu'ils allaient s'écrouler, ne vivent plus que dans les souvenirs. La violence est partout, et la forme la plus grave n'est pas à en chercher dans les banlieues. Chaque journée du citoyen-consommateur lui raconte, avec plus de détails que la veille, le cynisme, l'étroitesse, le mensonge. Qu'on y songe pourtant un instant. Sans doute ce citoyen est-il seul comme jamais avec lui-même, seul dans une existence grise et fantomatique : bien chanceux s'il peut se confier à un tout petit nombre d'amis. Mais, paradoxalement, il suffit de presque rien pour que cette solitude s'évanouisse : à force de vouloir les isoler dans les apparences, le bavardage officiel finit par réunir les êtres dans la même lassitude, dans la même colère.

Ainsi cet Émile pour qui, de toute évidence, Bertrand de Jouvenel avait de l'amitié, est-il finalement moins triste qu'il n'y paraît. Les valeurs se sont effondrées plus vite que leurs cousines de la Bourse, mais son cœur, à lui, est bon. Même si la nature ne le protège plus, même s'il n'a plus de précepteur, même si aucun homme de paix ne le prend plus à témoin de ses pensées. Ce que lui commande sa raison, ce que lui souffle sa ferveur, il n'est plus seul à le méditer : il n'est presque plus personne avec qui il ne puisse s'en entretenir. L'une et l'autre lui enseignent que ce monde est un refus, et que ce refus doit être refusé si l'on ne veut pas appartenir à une espèce bien plus effrayante que les morts : les non-vivants. Non qu'il s'imagine d'une essence supérieure quand il ne veut pas admettre que le monde soit cette cellule surpeuplée où des truands finissent par jouir d'une captivité qui les laisse tout entiers à leurs rivalités. Si Émile s'affermir dans sa résistance, c'est qu'à chaque fois que se déchire sur un visage, l'instant d'un éclair, le rideau des apparences, il découvre une âme en tout point semblable à la sienne ; elle lui

confirme que, même barré d'interdits ou encombré de séductions, son chemin vers les autres passe bien par cette attente têtue.

Les ambitions de l'époque ne sont pas les siennes. Il a compris qu'elles ont en commun de réduire la vie à ce qui en peut être mesuré, contrôlé, dominé : il ne collaborera, ni de près ni de loin, à ce sabotage. Pour en avoir été, une fois ou l'autre, comme tout le monde, abusé, il n'ignore rien des multiples stratégies par lesquelles on conduit les peuples à la soumission. Il a appris à repérer les voies tortueuses de cette soumission dans les âmes des anciens et des nouveaux riches. Ces généreux idéaux dont ils aiment à respirer le parfum, et qui les enivrent un instant d'une vapeur d'indépendance ; leur terreur quand ils supputent ce qu'il en coûterait à leur confort, à leur sécurité, à leurs phobies de les prendre au sérieux ; les nobles raisons qu'ils s'inventent pour renoncer à courir de si grands périls ; la haine que cette lâcheté leur donne d'eux-mêmes ; comment, pour la conjurer, ils se font les procureurs de ceux qui ne désiraient qu'élargir leur cœur ; quelle passion ils mettent, la tentation vaincue, à s'enfoncer plus profond dans la servitude qui les en a libérés ; comment ils en conçoivent de la honte ; comment ils voudront noyer cette honte dans plus de confort encore, plus de privilèges, plus de matière.

*

« Non », songeait Bertrand de Jouvenel.

« Non », dit Émile.

Jean Sur

Gnose et politique

Philippe Lauria

économiste et philosophe,
auteur d'une thèse, encore inédite, sur les nombres transfinis
et l'ontologie de G. Cantor.

En 1951, le philosophe Éric Voegelin donnait une série de conférences publiées sous le titre « Vérité et Représentation »¹, livre au sujet duquel H. Arendt avait écrit à K. Jaspers : « *un livre important, le premier débat avec les problèmes réels depuis Max Weber* ».

L'auteur y stigmatisait les illusions criminelles du III^e Reich, celles de la Révolution russe, mais aussi les idéologies libérales qui préparent à leur façon le communisme, ainsi que l'observe l'auteur après Stuart Mill. En effet, sous le terme de gnosticisme, E. Voegelin rassemblait les courants les plus opposés qu'il faisait procéder, plus ou moins directement, de l'antique croyance gnostique en l'instauration d'un paradis terrestre.

La nouvelle science du politique d'Eric Voegelin

Mais E. Voegelin venait de fuir le nazisme et il voyait avec horreur s'élever des crimes justifiés au nom du communisme, aussi pouvait-il avec quelque raison imputer aux utopies gnostiques la responsabilité de ces grands maux politiques. Quelle serait l'actualité d'un tel discours aujourd'hui ?

Certes, ces idéologies n'ont pas disparues. Mais le monde ne serait plus aussi naïf quant aux promesses de paradis. Après, le millénarisme nazi du III^e Règne, puis la démonstration du laboratoire économique, explosif, à l'échelle de l'histoire, que fût le bloc de l'Est, enfin avec les injustices flagrantes du capitalisme, ne serions-nous pas aguerris aux Eden en tous genres.

De fait, nous pourrions songer que notre époque est très éloignée du gnosticisme. En réalité, il semble que la Gnose moderne, telle que la caractérise E. Voegelin, reste au cœur des idéologies contemporaines. Loin d'être périmée, son analyse aide à décrypter diverses formes que prend le discours dominant en particulier en Europe et en France.

Une de ses principales conclusions était celle-ci : le monde moderne, animé par divers courants gnostiques, parfois violemment opposés, est incapable de résoudre les grands problèmes sociaux auxquels il est confronté,

■ 1. *La nouvelle science du politique*, traduction de Sylvie Courtine-Denamy, Seuil, 2000.

pour la simple raison qu'il les génère. La paix même qu'il semble souhaiter prépare la guerre :

« La préhistoire de la seconde guerre mondiale pose la grave question de savoir si le rêve gnostique n'aurait pas si profondément corrompu la société occidentale que toute politique rationnelle serait devenue impossible, en sorte que la guerre serait le seul instrument subsistant pour régler les troubles d'équilibre des forces en présence ».

Donnons un aperçu des principaux moments de ces *Conférences* avant de conclure quant à la rémanence des tendances gnostiques dans notre actualité politique.

Représentation de l'existence politique

Les Empires de l'antiquité se représentaient eux-mêmes comme un *cosmion*, microcosme représentant la structure même du cosmos dans sa vérité, dans lequel le souverain incarne parfois une divinité. Il n'y a pas de théorie de la société ou bien elle tend à se confondre avec l'auto-compréhension de la société à travers ses mythes, ses symboles et ses rites.

A l'époque des philosophes grecs la représentation existentielle de la société devient *théorie*. Désormais, à côté de la société représentant une vérité cosmologique, apparaît la société conçue comme représentation des types d'hommes qui la compose, représentation qui a trait à la vérité anthropologique.

Pour les Grecs une société reflète les types d'hommes qui la compose. Ainsi, Platon représente Athènes sous les traits du sophiste et Aristote fût le premier penseur à reconnaître cette condition essentielle qui prend l'homme pour objet : la science de l'éthique est l'étude du *Spoudaios*, homme de bien qui développe ses vertus et ses capacités. Telle était la théorie, bien plus qu'une opinion « ... mais l'essai pour formuler la signification de l'existence en élucidant le contenu d'une catégorie précise d'expériences ».

Ce progrès vers la connaissance anthropologique, Voegelin l'assimile à une « différenciation » dans la psyché. Les Grecs auraient ainsi découvert que « l'ordre véritable de l'homme est une constitution de l'âme, qui doit être définie en fonction de certaines expériences qui sont devenues prédominantes... » (pp. 108-109).

Enfin, le Christ devait apporter la Révélation qui, si elle est connue et vécue, est l'ultime possibilité de *différenciation* de l'âme humaine. E. Voegelin l'appelle vérité sotériologique. Elle consiste en ceci que l'homme reçoit de Dieu lui-même la révélation qu'il peut entretenir avec son Créateur

une véritable relation intime et réciproque. Cette réalité de la grâce était, en effet, étrangère aux grecs.

Aussi, tout éloignement de cet horizon de la différenciation maximale, accomplie par la par le christianisme, équivaut à une régression de la théorie vers la doxa (opinions). Les révélations intimes du Christ à ses témoins s'accompagnant aussi de cette expérience que « *l'homme dans son humanité brute n'est qu'un néant démonique* » (p. 126).

Historiquement, ces trois vérités vont alors entrer en concurrence pour le monopole de la représentation existentielle dans l'Empire romain. Au début, le christianisme est perçu comme dangereux car il tend à une « *dé-divinisation radicale* » et sans compromis du monde romain. Puis, la victoire du christianisme, notamment par l'intermédiaire des philosophes mystiques (saint Ambroise, saint Augustin, ...), va permettre d'imposer une conception théocratique. Toutefois, cette théocratie ne doit pas être confondue avec un gouvernement des prêtres, elle ne réclame que la reconnaissance par le souverain de la vérité de Dieu. D'ailleurs, les théologiens vont contribuer à conceptualiser cette autonomie du temporel à l'égard du spirituel qui prend forme progressivement dans l'existence politique par l'indépendance de l'État à l'égard du religieux. Une double représentation de l'homme, civile et religieuse, à travers la dualité des institutions de l'Église et de l'Empire, perdurera ainsi tout au long du Moyen âge.

Les problèmes modernes de la représentation vont pourtant resurgir avec à la « *re-divinisation de la société* ».

Les symboles de la révolution gnostique

Le gnosticisme moderne remonterait au XII^e siècle, moment où le désir d'une *re-divinisation* de la société – préparée par une longue préhistoire sociale et intellectuelle auquel se rattache l'antique gnose² – resurgit avec un symbolisme déterminé.

Plus précisément, c'est Joachim de Flore qui aurait rompu avec la tradition augustinienne en appliquant le symbole de la Trinité à l'histoire, la divisant en trois périodes correspondant chacune à l'une des trois personnes divines : après l'âge du Père, puis du Fils, il prédisait vers 1260 l'avènement de l'ère de l'Esprit.

Ainsi « *l'eschatologie trinitaire de Joachim créa l'ensemble des symboles qui préside à l'auto-interprétation de la société politique moderne jusqu'à nos jours* » (p. 165).

Le premier des symboles est celui des « *trois âges* ». On retrouvera cette

■ 2. Saint Irénée rend compte en 180 après J.-C. des formes antiques où se trouvent les racines lointaines de la Gnose.

périodisation sous diverses formes : celle humaniste et encyclopédiste, qui distingue histoire antique, médiévale, moderne ; les trois phases de l'humanité chez A. Comte ; les trois moments de la dialectique hégélienne de l'Esprit dans l'histoire ; les trois périodes historiques que sont le communisme primitif, la société de classes et le communisme final, chez Marx. Le troisième Reich – « *par l'aile anabaptiste de la Réforme* » - en dériverait également bien qu'il repose sur une littérature de second rang.

Le deuxième symbole est celui du « *chef paraclétique* » qui apparaîtra à la Renaissance, puis à travers le thème du surhomme, sous sa forme cultivée chez Condorcet et Marx, volontaire et poétique chez Nietzsche.

Le troisième symbole est celui du « *prophète du nouvel âge* » qui donne à l'idée de troisième règne sa validité. Le prophète se fait intellectuel qui rend accessible la signification par la raison spéculative.

Le quatrième symbole est celui de « *l'autonomie de la communauté humaine* », libre de toute Église, voire de tout État. Ce symbole est issu de la croyance en une nouvelle Pentecôte dispensant de « *l'intermédiaire sacramentel de la grâce* », faisant cesser la nécessité d'une médiation par l'Église dans la vie spirituelle des individus. On retrouve l'idée dans les églises puritaines, mais aussi dans « *le noyau dynamique du mysticisme marxiste du règne de la liberté et du dépérissement de l'État* ». Sous sa forme séculière ce dernier symbole est une composante du credo démocratique contemporain.

Ce système de symboles fournit à la gnose moderne son cadre de développement et son aliment idéologique. Il repose tout entier sur la conviction que l'humanité peut d'elle-même établir un royaume du bonheur. C'est cette croyance véritablement religieuse que les gnostiques modernes s'efforcent d'imposer, ne disposant pourtant d'aucuns arguments authentiques pour cela.

Il est intéressant de remarquer ici qu'une telle critique adressée à la modernité dans son ensemble émane aussi de certains auteurs proches de la Gnose, ainsi R. Guénon (*La crise du monde moderne*) ou R. Abellio (*La nouvelle Gnose*). Ces auteurs, après beaucoup d'autres, ont fait une critique radicale des illusions de la modernité et du progressisme. Il semble qu'ils adopteraient la conception ici présentée sur bien des points. Cependant, ils s'en écartent et restent dans le giron du gnosticisme si l'on tient compte de certains traits qui entrent dans la caractérisation de Veogelin : ces auteurs valorisent la raison spéculative au détriment de l'expérience mystique ; ils font de la connaissance la source de la béatitude. Par suite, la médiation des sacrements n'est pas indispensable pour le salut. R. Abellio par exemple réifie l'époché husserlienne, y voyant une première étape dans

le cheminement vers la découverte du divin en nous qui est le christ cosmique. Le gnosticisme au sens de Veogelin rejoint par-là le concept de *naturalisme* qui a servi à qualifier la source des erreurs de la modernité par l'Église catholique³.

Besoin d'une théologie civile et diffusion du gnosticisme

En réalité « *la vérité de l'âme* » n'avait pas supprimé le besoin de « *théologie civile* », c'est-à-dire d'une théologie sécularisée, besoin encore très vif sous l'Empire romain, et toujours prêt à resurgir. L'attente de la parousie, les besoins des affaires mondaines, les développements de centres laïques - ce que nous pourrions nommer *l'impatience dans l'histoire* - va nourrir diversément le gnosticisme.

Avec la Réforme - expression d'abord relativement modérée du gnosticisme -, ce processus d'immanentisation d'eschatologie va devenir massif. Puis, de l'humanisme aux lumières l'idée d'une plénitude spirituelle immanente progressera et va dominer peu à peu. Les *Institutes* de Calvin et des œuvres modernes, notamment celles des encyclopédistes, avec l'idée d'une totalité acquise du savoir indiscutable, auront une « *fonction coranique* » c'est à dire feront office de vérité sans discussion possible. En effet, quelque que soit l'éloge de la pensée et de la liberté d'expression, les effets de cette fonction auraient été ravageurs pour la réflexion théologique et philosophique. L'Occident ne s'en serait pas remis. Tous les débats intellectuels seraient désormais faussés d'après le philosophe (p. 201).

La vérité sotériologique

Mais le cours de l'histoire dans son ensemble est-il un objet d'expérience ? Ne voit-on pas que la notion d'*eschaton* - l'au-delà - est un symbole de la foi qui a été repris comme objet d'expérience immanent - ici-bas ? Comment expliquer une erreur de plusieurs siècles sur la transposition sans fondements du symbole chrétien, sinon par ce besoin d'une re-divinisation ?

L'âme humaine ne parvient pas à accepter l'incertitude qui est « *l'essence même du christianisme* » car avec la dé-divinisation de la société - rejet de l'idolâtrie - il ne reste que le lien fragile de la foi dans les biens invisibles. Le christianisme exige l'héroïsme, celui du renoncement de cette maîtrise du monde et de sa propre existence. Au contraire le gnosticisme surmonte l'incertitude de la foi en abandonnant la transcendance et en conférant à l'homme et son action la signification d'un accomplissement eschatologique.

■ 3. J. Ousset, *Pour qu'il ré-
gne*, éd. DMM, 3e éd. 1998,
1ère éd. 1959.

Par opposition à cette conception chrétienne inversée d'une histoire sans Dieu et lieu d'une instauration progressive d'une société naturelle heureuse, les philosophes mystiques supposent que la substance de l'histoire est « *constituée d'expérience à travers lesquelles l'homme accède à la compréhension de son humanité et, corrélativement, à celles de ses limites* » (p. 126).

L'histoire bien comprise contribue à la différenciation de l'âme, c'est-à-dire ce gain de conscience et de sagesse qui choisit la prudence à l'égard de ce monde et aussi à l'égard du monde qui vient après la mort.

Pour prolonger la pensée du philosophe ajoutons que la compréhension de l'histoire oblige à ne pas calquer en l'inversant le message chrétien pour en faire une simple conception humaniste, ainsi qu'à pu le faire en particulier dans *L'essence du christianisme* L. Feuerbach, grand inspirateur de K. Marx. Voegelin met en garde :

« *Chaque fois qu'au cours de l'histoire intellectuelle moderne on a entrepris de se révolter de façon systématique contre cette différenciation maximale, on est tombé dans le nihilisme antichrétien, et on a eu recours à l'idée du surhomme..* », progressiste (Condorcet), positiviste (Comte), matérialiste (Marx), dionysiaque (Nietzsche), autant de « *déraillements anti-théoriques* » .

Formes de la doxa

Parmi les formes du gnosticisme, l'étude que E. Voegelin consacre à Max Weber est tout particulièrement importante car elle met à jour le malentendu philosophique profond qui continue à animer une idéologie qui domine désormais la plus grande partie de l'opinion.

Weber fût à la recherche d'une science axiologiquement neutre, une science de la structure sociale dotée d'une rationalité qui ne s'étend pas jusqu'aux principes, mais seulement à la causalité de l'action.

En effet, les valeurs embarrassent et pour les intégrer scientifiquement il faut en faire des axiomes ou des hypothèses pour ensuite étudier des faits. Dans l'optique de Weber, la science devrait ainsi nous conduire du *démonisme* vers la responsabilité. Le démonisme, c'est, en effet, la décision selon des valeurs non rationnelles.

Cependant, Weber n'alla pas jusqu'à penser que les valeurs étaient des décisions démoniques car comme professeur il invitait les élèves (futurs politiques) à la responsabilité. Et comment le pouvait-il sinon par un jugement de valeur ? Aussi, arrivait-il, d'après E. Voegelin, devant un paradoxe : l'étudiant démonique ne sera pas converti, mais celui qui se convertit abolit le concept du démonisme, au sens où son option politique pour

certaines valeurs tend à détruire la neutralité axiologique. Ceci expliquerait l'inhibition de Weber à faire la critique de Marx dont la démarche, comparable à la sienne à certains égards, visait également une science sociale rationnelle qu'on cherchera à établir en « socialisme scientifique ».

Weber échapperait toutefois à « *la dégradation du relativisme* » parce qu'il introduit comme faits des principes qui viennent en réalité du savoir que l'humanité a découvert et élaborés au cours de l'histoire. Car, explique Voegelin, il y a avait une science naturelle de l'ordre humain, en particulier du droit naturel, science qui n'était pas affaire de croyance mais étudiée comme œuvre de la raison :

« *La promptitude de Weber à introduire les vérités de l'ordre comme s'il s'agissait de faits historiques s'arrêta net face au seuil de la métaphysique grecque et médiévale* ».

(..) « *Des chercheurs consciencieux, pour ranger Platon, Aristote ou Saint-Thomas au rang de philosophes des valeurs, auraient d'abord dû démontrer que leur prétention à la scientificité est dénué de tout fondement* ».

Mais, la passion positiviste ne pouvait admettre une science de l'essence, une véritable *épistémé* et ainsi elle introduit les principes de l'ordre comme des faits historiques. Weber reconduit sur la voie du savoir ontologique et celle du droit naturel, mais il s'arrêta au pragmatisme et sa méthode reste finalement une échappatoire positiviste. Pour restaurer la science politique, il fallait reconquérir la compréhension de l'ontologie⁴, explique le philosophe :

« *..., car l'objet de la science a en définitive une constitution* », à savoir *l'essence vers laquelle nous nous acheminons dans notre recherche de la vérité* ».

Weber s'arrêta donc au seuil d'une anthropologie philosophique et le positivisme a poursuivi sa route jusqu'à nous, cohabitant avec de nombreuses superstitions patentées, parfois par les institutions elle-mêmes.

Le premier mot d'ordre du positivisme est de subordonner la science à la méthode. Son principe philosophique serait celui-ci : si la méthode est correcte tous les énoncés sont pertinents, tous les faits équivalents. La manifestation du positivisme, poursuit l'auteur : l'excroissance des productions. Mais le plus destructeur n'est pas l'accumulation des faits, souvent pertinents, mais leur interprétation sur une base erronée.

Nous pouvons dégager de ces dernières réflexions que le triomphe d'une méthode efficace mais aveugle, qui s'exerce au mépris de l'expérience philosophique, se marie parfaitement avec une *dissémination* des opinions - pour emprunter le terme à J. Derrida - et à l'éclatement des interprétations, laissant

■ 4. Nous explicitons le noyau ontologique au fondement de l'ontologie dans notre thèse : *La philosophie du transfini, aperçus sur la signification des nombres transfinis et l'ontologie de G. Cantor*, Lyon III, 2002.

prise à la formation des pensées sectaires. Il est désormais établi comme une « vérité » que chaque génération forgerait ses valeurs, chacun étant porteur de sa vérité, même si bien souvent cette vérité s'appelle « intérêt ». La science n'est pas en ce sens l'ennemi de la Gnose mais aujourd'hui son relais le plus sûr. Scientisme et romantisme *new age* s'accommodent très bien de la négation de la tradition, admettant que chacun puisse faire table rase de la sagesse des anciens, la science étant le seul domaine où les progrès seraient tangible... Visible, tangible..., ces mots pourraient résumer le credo de cette gnose rationaliste.

Pourtant, faute d'une orientation spirituelle authentique de la conscience – les luttes humanistes sont aujourd'hui un divertissement pascalien... - beaucoup y préparent leur propre errance. Car sous couvert d'humanisme, de progrès, de droit à la parole, de société éclairée, l'abandon de l'humilité chrétienne prépare le terrain d'une double barbarie. À terme, sur la barbarie froide de l'égoïsme occidental peut prévaloir la barbarie brûlante des cultures qui ont idolâtré la tradition jusqu'à l'immobilisme – ce dont les pays marqués par l'Islam offrent, entre autres, l'exemple.

La gnose moderne croit, par son laïcisme, avoir atteint à l'objectivité rationnelle mais, pour ce faire elle a au préalable liquidé l'ontologie philosophique, vrai fondement d'une telle objectivité. Autant dire qu'elle a depuis longtemps commencé de saper, sur le terrain des idées, les principes de l'unité sociale, préparant la chute de ce qu'il reste de démocratique dans nos institutions.

Ironie et paradoxe, un philosophe que la Gnose moderne a mis dans son panthéon pouvait dire à propos de la modernité : « *la mort de l'esprit est le prix du progrès* ». Sans doute notre époque aurait-elle intérêt à revoir son idée du progrès...

Philippe Lauria

Du terrain...

Criton des Alpes

n'a pas hésité à descendre de ses sommets afin d'explorer pour nous l'un des lieux communs les plus prometteurs de ce nouveau siècle.

Quand il descend des sommets de la Haute-Engadine où il a coutume de défier l'ombre du vieux Nietzsche, quand il quitte les secrets alpages qui lui tiennent lieu d'ordinaire rumination, Criton se plaît à déambuler dans la capitale et n'hésite pas à se planter aux carrefours pour proclamer que ses habitants ont d'étranges comportements.

L'hiver, serrés les uns contre les autres dans la chaleur moite du métropolitain, coiffés de passe-montagne, certains demeurent vêtus de manteaux matelassés, si longs qu'ils cachent leurs bottes fourrées, et tiennent leurs mains gantées frileusement croisées sur des écharpes de grosse laine. On les croirait sur un camion débâché montant vers le Pôle Nord un jour de grand blizzard, ou sur la plate-forme d'un wagon du transsibérien filant vers Irkoutsk une nuit de janvier.

Fenouillard

Lorsque le printemps est beau, et l'été durant, Paris rassemble à l'oasis près du désert où le Club Méditerranée a planté tentes, cases et Gentils Membres. Passent des femmes asiatiques ployées sous d'énormes sacs à dos, trottent de rudes randonneurs équipés en outre d'un ventral comme s'ils allaient sauter du dernier étage de la tour Montparnasse, passent de jeunes mais pas toujours belles allogènes en sortie-de-bain aux couleurs vives. Nationaux et étrangers des deux sexes et de tous âges tiennent à la main une bouteille d'eau minérale ou une boîte de boisson gazeuse comme si le premier point d'eau était à cinq heures de marche, sur une de ces mauvaises pistes tracée par maints rezzous. C'est la poussière soulevée par les sabots des blanches chamelles qui assèche les gorges. Compagnon d'aventure, ajuste ton chèche le temps que je m'oriente. A moins que nous demandions notre chemin au livreur de pizzas...

Tandis que des cyclistes, négligeant les pistes bétonnées à leur intention, évoluent sur les trottoirs avec la grâce des parents Fenouillard saisis par le démon des voyages, tandis que les chiens négligent les haltes-pipi découpées dans certains trottoirs, munies de poteaux adéquats et d'une signaléti-

que appropriée¹, des véhicules tous terrains glissent le long de l'avenue de l'Opéra, brillants comme pour une sortie d'usine, équipés de quatre roues motrices, crochets pour câble de halage, antennes paraboliques et autres attributs sans lesquels il est vain de se montrer. Avec leurs noms qui fleurent bon le front de Normandie et la Route Coloniale 4 détrempée par la mousson, ces machines nickelées sont pilotées par des élégantes aux mâchoires dures ou par des boursicoteurs maigrelets qui gardent une main sur le portable et un œil sur l'écran du système de guidage par satellite.

C'est ainsi que Paris peut être conté en ces jours fébriles où chacun se fait une certaine idée du terrain et de la manière dont on peut s'y aventurer.

Péripatéticiens

Amis de la philosophie, poètes du logos, métaphysiciens impénitents, vous vous demandez si l'alpestre Criton, devenu envieux avec l'âge, ne tenterait pas de vous arracher quelque argent pour s'offrir une tenue de trappeur et un moyen de déplacement qui lui permettrait de retenir, quelques années encore, l'attention de jeunes filles aux blondes crinières qui apprécient sa manière de dégraffer, de leur sac à dos, les lanières.

Criton certifie qu'il n'a nul besoin de jouer des apparences pour parvenir à ses fins et jure que seul le souci de se tenir dans le mouvement d'une pensée authentiquement pensante l'ont amené à coucher par écrit ces observations nullement méprisantes. Ce n'est pas le déambulateur qui le préoccupe, mais le déambulatoire. Ce n'est pas le péripatéticien qu'il juge mais le lieu de son périple qu'il observe. Ce n'est pas le jeune ou vieux marcheur qu'il examine, mais le sol qu'il foule. En un mot comme en cent, comme il l'annonce en son prolégomène, Criton s'inquiète du Terrain.

C'est là un très vieux mot français, bien enraciné dans la langue latine, que les très hauts dirigeants chargés de la gouvernance et que les théoriciens du management ont remis à neuf. Il n'y a pas si longtemps, seuls les anthropologues « faisaient leur terrain » : bardés de magnétophones, ils partaient pour une île perdue ou une clairière de l'Amazonie pour étudier, des mois durant, la manière dont de braves gens rieurs et plus ou moins nus racontaient des histoires, enfilaien les perles et faisaient des fêtes. Puis la gauche moderniste récupéra le mot, entendu à la fin des années soixante dans quelque amphî survolté, pour en épuiser le sens : dix minutes sur le marché de Bures-sur-Gartempe suffisaient pour qu'un ministre accompagné de gardes du corps, d'assistantes parlementaires, de conseillers en communication et du militant local se proclame devant les caméras « homme – ou femme – de terrain ».

■ 1. Une tête de chien (occidental) en ombre chinoise afin que nos amis de la gent canine puissent repérer le poteau de fer adéquat et épargner dorénavant le bas des arbres. Naguère, les autorités municipales demandaient aux maîtres d'apprendre le trottoir à leurs chiens. Désormais, les chiens doivent étudier la signalétique.

Synthèse

Enfin la droite revint pour porter la métaphore à la hauteur du Concept. L'opération avait été préparée par les jeunes loups de la « génération terrain » qui chassaient en bande sur les terres des archontes de la chiraquie et des burgraves centristes. Elle avait été encouragée par maints patrons qui envoyaient leur chauffeur porter au concierge d'un quotidien ultra-libéral des articles dénonçant dans la langue de bois managériale les « idées abstraites » jetées comme un voile sur la terranéité. Mais c'est Jean-Pierre Raffarin qui réalisa, dans l'ordre des valeurs, la transmutation décisive.

Criton, qui sait de quel bois se chauffe la pâte humaine, n'hésite pas à l'affirmer haut et clair : Raffarin n'est pas un homme, mais une Synthèse.

Synthèse de quoi ? De la Sociétécivile, de la Proximité, de la Gouvernance, des Corps intermédiaires, en somme du Réel dans sa totalité, naguère célébré par Maurras comme « Pays Réel » et désormais rassemblé sur le Terrain, par un opérateur synthétique a posteriori, qui incarne, représente et exprime dans l'unité et l'intégralité de son vouloir la *France d'en bas* – autrement dit Les Gens rétablis dans une identité patriotique solidement enracinée dans les terroirs.

Synthèse en vue de quoi ? Du « penser local », lit-on dans *Le Monde*², journal tous-terrains. Précisément, d'une Pensée du local qui serait plus communautariste, plus provinciale, plus pragmatique, plus concrète : « Cette nouvelle manière de faire de la politique n'est ni archaïque ni moderne à proprement parler, elle illustre simplement une évolution de la politique vers une représentation plus subsidiaire et plus territorialisée des intérêts collectifs ».

Nul doute, Criton l'atteste, que Les Gens de la France d'en bas ont été bouleversés par cette reterritorialisation dans la subsidiarité et qu'ils en ont pleuré de bonheur comme naguère les typographes qui composaient les *Paroles d'un Croyant* du bon Félicité de La Mennais.

Hérisson

Et c'est maintenant comme une symphonie. En écho à l'opinion exprimée dans le journal de la France d'en haut, les élus du pays réel jouissent le peuple de précisions qui coulent comme le vin des fontaines d'antan. C'est Jean-Paul Delevoye ministre de la Fonction publique et de l'Aménagement du territoire qui proclame la nécessité de renforcer « l'attractivité » des territoires et qui plaide pour « un État partenaire qui fasse émerger les projets locaux et développe l'ingénierie de ces projets », tout en raccourcissant la prise de décision politique, par le biais d'une « territorialisation des structu-

■ 2. « Penser local pour agir global ? » par Alain Faure *Le Monde* du 16/7/2002

res » et d'opérations consistant à « mutualiser les charges, les recettes, les structures administratives » tout en réfléchissant à la création de « pôles de compétence administrative ». Ceci à Annecy, en présence du sénateur Pierre Hérisson, dont le nom fleure bon le terroir et qui s'est certainement souvenu que les Français se flattaient de savoir exprimer des idées claires et distinctes, frappées de surcroît au coin du bon sens.

Criton s'en voudrait de ruiner le bonheur des Gens d'en bas et de déplaire au sénateur Hérisson. L'alpestre penseur doit cependant signaler quelques embarras au niveau du vécu de Terrain.

Gladiateurs

La prime inquiétude vient d'une fracture dans le Terrain. L'aimable Monsieur Delevoye, dans l'allocution précitée, a opéré une distinction majeure entre les territoires « à forte valeur ajoutée » et les « territoires vieillissants, condamnés à vivre de la solidarité nationale ». Ce qui conduit l'homme (ou la femme) de terrain à effectuer un choix douloureux, mais dont on devine qu'il sera dicté par le réalisme et l'efficacité. En termes de rentabilité, le terrain « à forte valeur ajoutée » s'impose derechef et la « génération terrain » ne peut manquer d'aller s'y enraciner en veillant soigneusement au retour sur investissement.

L'apparition d'un terrain bi-zone fait surgir deux problèmes et suscite une question.

1/ Il semble que la division du terrain entraîne une scission dans la France d'en bas : une France et des Français « à forte valeur ajoutée » ; une France et des Français « vieillissants, condamnés à vivre de la solidarité nationale ».

2/ La France vieillissante a la particularité de compter sur son territoire une grande partie du département de la Corrèze, qui sert de base arrière au chef de la « génération Terrain », à savoir Jacques Chirac, châtelain de Bity. En outre, le président de la République, consacré maître du Terrain, n'a jamais quitté les bureaux parisiens (antichambres d'en haut, siège du parti, ministères) depuis sa sortie de l'ENA. Et M. Raffarin est lui aussi un apparatchik, un ancien « communicant » parisien de la maison Bernard Krief ce qui, on l'avouera, est tout autre chose que de patouiller dans la glaise toute la sainte journée.

Criton discerne là de jolis paradoxes. Mais « paradoxe » est un mot d'intellectuel, un mot de gauche, parfaitement abstrait, qu'on tient pour négligeable à l'Élysée-Matignon. Dépassant la contradiction, Jean-Pierre Raffarin a choisi le réalisme ou, pour parler plus clairement, opté pour une

fenêtre de tir dégagant une opportunité à gérer avec pragmatisme la situation concrète.

La réponse du Premier ministre, c'est au Puy-du-Fou qu'il l'a donnée au bon peuple de France. Chaleureusement reçu par Philippe de Villiers, Jean-Pierre Raffarin a assisté au début de l'été 2002 à un combat de gladiateurs avec courses de chars et chrétiens persécutés. Ensuite, il a eu droit à une démonstration de fauconnerie.

- Si tous les faucons volaient, serait-il chef d'escadrille ?

Assistant au spectacle, Criton lança cette question authentiquement questionnante qui se perdit dans les glapissements des chrétiens bouloités par les lions. Très impressionné par ces évocations de l'Histoire, Jean-Pierre Raffarin déclara que le spectacle (Cinécénie) était une « réussite de terrain » - immédiatement comparé à Disneyland par Alain Delon. Nul doute que le Puy du Fou et Disney dégagent une forte valeur ajoutée, qui pourrait constituer des exemples pour les élites locales qui veulent faire du concret avec la France qui gagne alors que les technocrates parisiens ne font rien que les embêter. Après Disney, Astérix, le Puy-du-Fou, les Stroumpfs, pourquoi pas un parc Bécassine à Quimperlé, une base de drakkars au Havre et une reconstitution cinécénique du quartier marseillais du Panier dans sa splendeur d'avant-guerre avec ces dames, leur souteneur et les marins en bordée ?

Du pain et des jeux, disait-on au temps des gladiateurs. Surtout des jeux, nous dit Raffarinus falconus, car pour le pain c'est maintenant Bruxelles qui gère en direct la production de blé.

Plantons la jarnotte

Point ahurie pour un sou, la France d'en bas a compris que ces messieurs frais débarqués de leur Safrane climatisée faisaient les ânes pour avoir du son. Ânes bâtés au demeurant car la génération Terrain, ses maîtres et ses valets, ses reîtres et ses éminences, ne sait pas de quoi elle parle comme l'ont pu vérifier des millions de cruciverbistes et autres amateurs de jeux de mots en jetant un coup d'œil sur un banal Littré. Lequel apprend à soigneusement distinguer ce qui est bêtement confondu par les communicants post-modernes :

Le terrain devrait s'écrire **terrein** car le mot vient du latin *terrenus* et de *terra*, la terre. Or la terre, c'est ce qui est sec : *torrere*, c'est rendre sec, comme dans torréfaction. On ne saurait donc confondre, nous dit le bon Littré, le terroir (« étendue d'un canton considérée par rapport aux productions de la terre »), le territoire, qui est une juridiction, et le terrain, défini comme « espace plus circonscrit considéré par rapport à ce qu'on peut y faire ». Célébré

ÉCOLOGIE ET POLITIQUE

en Chiraquie comme naguère en Jospinie, le terrain est nu, sec, plat ou aplati ; c'est un espace virtuel, ou l'on peut faire atterrir des avions ou planter la jarnotte³. Le terrain n'est rien, ne signifie rien par lui-même : il doit être, lorsque la main de l'homme y met le pied, cultivé, construit, habité. Fine mouche, Criton en conclut que ce qui, dans le terrain, fascine la génération Terrain, c'est sa platitude, son insignifiance.

3. La jarnotte ou gemotte est une noix de terre (appelée aussi terre-noix) qui appartient à la famille des ombellifères.

Criton des Alpes

Vers un nouveau roman de la terre : les pionniers corréziens

Le roman du terroir se porte bien. Et les plus talentueux des maîtres actuels nous montrent incontestablement qu'entre l'idéalisme sandien des *Maîtres sonneurs* et le réalisme positif du Balzac des *Paysans*, le champ de création est large, ouvert à tous les possibles.

La pépinière corrézienne, si étonnamment foisonnante, en est l'illustration la plus éclatante, peut-être. Richard Millet, Pierre Bergounioux, ont, chacun avec une maestria des plus évidentes, renouvelé les perspectives de ce genre protéiforme dénommé roman paysan, champêtre, régional ou de terroir.

Avec eux, la simple question : « *La vraie vie est-elle celle des gens de la terre ?* » se trouve dépassée. L'œuvre s'ancre dans un lieu des origines devenu désormais autre chose qu'une simple toile de fond. La terre natale y est sommée de révéler le secret des êtres qu'elle a implacablement façonnés. Pierre Bergounioux, Richard Millet, dans des œuvres de tonalités très différentes, interrogent l'un comme l'autre cette âpre réalité qu'est le vieux Massif Central.

Millet

Depuis l'époustouflante *Gloire des Pythres* en 1995 - qui valut à son auteur une entrée en littérature très remarquée - en passant par *L'Amour des trois sœurs Piale* ou *Lauve le pur*, Richard Millet ne cesse de décrire le cataclysme que fut l'intrusion brutale de la modernité dans cette ruralité archaïque des hauts plateaux corréziens, dans ces Millevaches peuplés d'hommes qui avaient cru à l'éternité de la « *grande nuit limousine* » et qui soudainement, sans avoir compris pourquoi ni comment, s'étaient retrouvés dans les années soixante « *les derniers à avoir attaché des bœufs à des jougs, battu au fléau, nettoyé (leur) linge à la main, fait saillir des taureaux, les béliers et les boucs* »¹.

Ce fut une cassure, un déchirement pour les Pythre, Piale ou Lauve, ces lignées de « *taiseux* » modelés par la terre ingrate du vieux massif hercynien :

■ 1. *Lauve le pur*.

car « *on n'échappe pas à son étoile ni à la terre qui vous a vus naître et à quoi on finit pare ressembler, jusqu'à acquérir peu à peu la nature du granit, du bois, des eaux claires ou sombres, du vent qui vous fait ravalier vos paroles et vous tenir au plus près de vous-mêmes comme un drapeau mouillé à sa hampe* ». ²⁹

L'écriture haletante, envoûtante de Richard Millet - digne du meilleur Faulkner, celui d'*Absalon Absalon* - ressasse longuement le désarroi d'êtres floués, brisés, qui ont vécu la fin d'un monde sur un plateau aujourd'hui retourné à l'épaisse « *nuit des origines* », dans la pénombre des sapins qui ont vite reconquis l'espace.

Bergounioux

Dans *Miette*, publié en 1995, Pierre Bergounioux s'attache lui aussi au profond bouleversement vécu par le monde rural dans ses terres les plus reculées. Tournant les pages d'un vieil album de famille, il explore tout ensemble le passé et l'espace à travers les figures emblématiques de ses ancêtres, paysans du plateau corrézien : « *Cet homme de trente siècles qui eut nom Baptiste et cette femme de trois mille ans qu'on appela Miette* », « *en ce lieu où ils vivaient et mouraient et renaissaient depuis le fond des âges, identiques à eux-mêmes, inchangés, tels que la terre, les choses, sans interruption, les avaient requis ;* » « *Il appartenait à l'endroit. Il fut l'endroit fait homme, comme elle avait été la femme qu'il fallut, à un moment donné, à cet endroit* ».

L'empreinte des lieux sur les âmes est un thème récurrent dans l'œuvre toujours autobiographique de Bergounioux : avec le granit, la brande, les immenses forêts « *et le silence posé là-dessus comme une chape on avait tout le reste, l'inflexible volonté qu'il dictait aux hommes, l'oppression que par leur truchement ils exerçaient sur les femmes, le calcul d'utilités infimes, le non, le oui, le désespoir, l'inutile fidélité. A quoi il faut adjoindre ce froid, cette inclémence qui ne désarme jamais.* »

La quête identitaire que chaque roman-récit renouvelle suppose au préalable une analyse rigoureuse de l'esprit des lieux. Le paysage est une énigme à élucider où tout, formes, profondeurs, doit être sondé.

Dans *Le Premier Mot*, véritable récit de formation, récemment paru, cette recherche du sens fonde l'écriture, lui donne son origine et son élan : une nécessité était apparue : celle de « *trouver à mes frais les termes qui ne figuraient pas dans la dotation initiale et dont l'absence contribuait à notre misère autant et plus que l'enfouissement dans le roc, la conspiration des taillis, des fourrés* ».

■ 2. *ibid.*

L'explication géologique, trouvée dans un vieux livre, fournit les premiers éléments d'interprétation, propres à expliquer l'ingrate terre natale génératrice de grisaille, de tristesse, de solitude et d'enfermement.

L'écriture, dans le vaste projet autobiographique de Pierre Bergounioux, ne vise à rien moins que la reconquête du sujet par lui-même : grâce aux mots, *« nous pouvons tirer les choses du côté distinct, pensif, qui est le nôtre, reprendre cette part de nous-mêmes qu'elles se sont annexée sans notre assentiment et tiennent prisonnière, séparée. »*

Face à un roman *citadin, branché*, et perdu dans une quête de plus en plus vaine du bonheur par le dérèglement des sens, il y aurait donc un roman de la terre qui, dans ses œuvres les plus achevées, s'interroge de manière plus fondamentale sur nos mystérieux liens avec la terre natale, sur l'énigme essentielle ainsi formulée par Pierre Bergounioux : *« Qui nous sommes, quelle part de nous-mêmes nous devance et nous dépasse et réclame d'être portée au jour si l'on prétend avoir une existence propre, être soi dans les limites étroites qui nous sont départies »*².

On est bien loin du roman champêtre, des bergeries et de l'Arcadie mythique.

Jocelyne Buche

Ils ont collaboré à *Cité*...

Nous sommes particulièrement fiers de publier ici la liste des personnes qui, depuis notre création, ont donné des contributions à *Cité* :

ABÉCASSIS Armand - AIMARD Frédéric - ARONDEL Philippe -
ARONDEL-ROHAUT Madeleine - AUMONT Yvan -
BALMARY Marie - BARREAU Jean-Claude - -
BARTHELET Philippe - BEAUROY Simon - BERLIOZ Jacques -
BETBEZE Julien - BLANGY Jacques - BLESKINE Hélène -
BOUESSÉE Joël - BOURDIN François - BOURDIN Bernard -
BOURGUIGNON François - Michel BRISACIER -
BRUCKNER Pascal - BUCHE Jocelyne - CAILLEUX Philippe -
CANNAT Noël - CASTRO Jean-Luc - CASTRO Roland -
CHALAS Yves - CHRÉTIEN Cyrille - CINGOLANI Patrick -
COL Norbert - COLIN Pierre - COUTEAUX Paul-Marie -
CRITON des ALPES - DANIEL Jean - DAVIGNON René -
DECHERF Dominique - DELORME Philippe - DENIS-
JUDICIS Xavier - DESAUBLIAUX Marc - DESSANTI Jean-
Toussaint - DHAMANI Areski - DOLLÉ Jean-Paul -
DOUTRELEAU Joël - DRAGON Michel - DUMOUCHEL Paul -
DUPUY Jean-Pierre - FERNOY Sylvie - FLAMAND Alain -
FLEUTOT François-Marin - FONTAURELLE Michel -
FROSSARD André - GACHOUD François - GAKUBA Laurent -
GALFO Ludovic - GALLOIS Pierre - GERLOTTO François -
de GOUSTINE Luc - GRIFFITHS Robert -
HALLEREAU Véronique - HANNOUN Michel - HAVEL Vaclav -
HOSSEPIED Luc - HYBLER Martin - INCHAUSPÉ Nicolas -
INSCHAUSPÉ Dominique - JACOB Jean - JAUBERT Alain -
JULIEN Bertrand - KOPP Guillaume - KRIEGEL Blandine -
LA MARCK Yves - LA RICHARDAIS B. - LA TOUR R. -
LANDEVENNEC Yves - LAURIA Philippe -
LAVAUDANT Catherine - LAZINIER Emmanuel - LE BRAZ Remy
- LE DANTEC Jean-Pierre - LE ROUÉ Patrice -
LECLERC Gérard - LEDURE Yves - LÉVINAS Emmanuel -
LOUIS Patrick - LUSTIGER Jean-Marie - MARCILHAC Isa
et François - MARKOVIC Marko - MARTIN Didier -
MASCLET Olivier - MASSONNET Alexandre -
MITROFANOFF Igor - MORIN Edgar - MORY Christian -
MOURIAUX René - MOUSNIER Roland - MOUSSET
Emmanuel - NAVET Georges - NEMO Philippe - PALUMBO
Nicolas - PARAIN-VIAL Jeanne - PARGUEZ Alain - PIHET
Christian - PLOURDE Simonne - POULON Frédéric - PRINI
Pietro - PROST Antoine - PRUDHOMME François -
RENARD Jacques - RENAUD Alexandre -
RENOUVIN Bertrand - Pierre ROSANVALLON -
RUMIN Hervé - SAINT AIMÉ David - SARTORIS Ghislain -
SFEZ Lucien - SIKLOVA Jirina - SOLARI Alain -
SOLÉ Jacques - SUR Jean - TALBOT Remy -
TILLIETTE Xavier - TISSERAND Axel - TRAINAR Philippe -
VETO Miklos - WARUSFEL Bertrand - ZALIO Pierre-Paul.



Revue de la Nouvelle Citoyenneté

SOMMAIRE du numéro 39

■ Éditorial	3
-------------------	---

Dossier : « Écologie et politique »

■ Petit précis d'écologie à l'usage des politiques par François Villemonteix	5
■ La terre et ses droits par Dominique Audrerie	31
■ Productivisme : la vérité est ailleurs par Philippe Arondel	39
■ L'alliance avec la nature par Bertrand Renouvin	45

Points de vue

■ A propos d' <i>Arcadie</i> de Bertrand de Jouvenel par Jean Sur	55
■ Gnose et politique : Eric Voegelin par Philippe Lauria	63

Magazine

■ Du terrain par Criton des Alpes	71
■ Vers un nouveau roman de la terre : les pionniers corréziens par Jocelyne Buche	77